



ags
40 ans

DE SOLIDARITÉ
& D'ENGAGEMENT

1974 / 2014





PIERRE GATTAZ
Président du Medef

Sans entreprises florissantes, sans entrepreneurs motivés et reconnus, l'avenir ne peut pas se construire. Pour créer de l'emploi, il faut de la croissance. Et pour créer de la croissance, il faut des entreprises compétitives, innovantes, qui ont confiance dans l'avenir de la France. La défaillance d'une entreprise est donc un drame pour le chef d'entreprise et pour ses équipes. Mais c'est aussi une catastrophe pour notre pays. Les instruments d'accompagnement de ces situations, qui doivent rester exceptionnelles, ont toute leur importance. C'est le cas de l'AGS.

Je suis donc heureux que l'AGS ait tenu à marquer le cap de ses quarante années d'existence. C'est l'occasion de souligner le rôle majeur de l'AGS, expression de la solidarité des employeurs au service des entreprises en difficulté et de leurs salariés.

Nous devons relever des défis collectifs pour notre pays. En amont, c'est d'abord un combat quotidien, pour sa compétitivité et la création d'emplois, que nous devons mener ensemble : entreprises, pouvoirs publics, partenaires sociaux... Il faut convaincre pour accompagner la mutation de la France vers l'acceptation définitive et assumée des vertus de l'entreprise, seule entité créatrice de richesses et d'emplois, qui constitue une fantastique aventure humaine pour les hommes et les femmes qui la composent. Alors, des organismes tels que l'AGS ont un rôle à jouer dans les situations de mutation que peuvent traverser les acteurs économiques. L'AGS doit avant tout être efficace.

La particularité de l'AGS réside notamment dans sa constitution sous la forme d'une Association de droit privé, dont la mission est de permettre l'indemnisation rapide des salariés confrontés au risque de défaillance de leur employeur. L'un des enjeux pour ses instances est de continuer à veiller strictement à l'équilibre financier du régime de garantie.

Pendant ces quatre décennies marquées par des évolutions économiques contrastées et par des bouleversements de tous ordres, le régime de garantie a toujours fait face aux difficultés rencontrées, en contribuant à la préservation de la paix sociale.

Les entreprises sont fières de cette action positive menée dans la discrétion, sachant que les interventions de l'AGS représentent un effort financier important pour les entreprises cotisantes. Pour prendre l'exemple de ces dernières années, les avances effectuées par l'AGS aux mandataires judiciaires qui les reversent aux salariés, ont dépassé, en moyenne, 2 milliards d'euros par an. Les fonds ainsi mobilisés constituent un effort de redistribution significatif qui contribue à limiter les répercussions négatives des dépôts de bilan dans les zones géographiques les plus touchées.

Au cours de toutes ces années, l'AGS a donc su faire la preuve de son efficacité et de sa contribution positive, y compris dans la recherche de solutions au redressement des entreprises, aux côtés de tous les autres intervenants.

Alors que des réformes du droit des entreprises en difficulté sont en cours, l'AGS fait partie des acteurs incontournables qui dialoguent avec les pouvoirs publics. C'est bien la consécration de l'importance attachée à sa mission.

Merci aux administrateurs et aux équipes de l'AGS de contribuer ainsi à assurer un véritable rôle d'amortisseur social, grâce à la solidarité des employeurs.

Encore une fois, l'entreprise est la solution, et nous devons tous converger vers une efficacité renforcée à son service ■

sommaire

années >>

70 80 90 00 10 ...



Créer la solidarité.

Face à la crise, les organisations professionnelles d'employeurs créent l'AGS au service des entreprises en difficulté et de leurs salariés.

p10



Accroître le champ d'intervention.

Avec les restructurations industrielles, une nouvelle loi modifie le régime légal des procédures collectives.

p18



Anticiper les difficultés.

L'AGS se modernise pour renforcer sa capacité d'adaptation permanente face aux évolutions de son environnement.

p26



Préserver l'activité et l'emploi.

Acteur reconnu des procédures collectives, l'AGS est associée aux mesures de prévention.

p34



Ouvrir de nouvelles perspectives.

L'AGS intervient en force de proposition au service de la sauvegarde de l'activité et de l'emploi.

p44

JEAN-CHARLES SAVIGNAC

Président de l'AGS

Depuis 40 ans,
agir pour la solidarité et garantir
des perspectives d'avenir
pour la poursuite de l'activité



Pourquoi le 40ème anniversaire de l'AGS est-il placé sous le signe de la solidarité et de l'engagement ?

L'AGS est l'expression de la solidarité des employeurs : elle intervient en tant qu'association de droit privé dont le financement est assuré par des cotisations provenant exclusivement des employeurs assujettis. L'action positive de l'AGS est reconnue et en même temps méritait d'être plus connue. En présence d'une procédure d'insolvabilité de l'employeur, l'AGS constitue le régime d'indemnisation des salariés le plus favorable en Europe. Il est important de souligner que le fonctionnement de ce régime ne coûte rien à l'Etat puisqu'il repose sur l'initiative des employeurs du secteur privé. L'instabilité économique chronique a fini par placer l'AGS en première ligne dans le traitement des procédures collectives. Sa vocation première est l'indemnisation des créances salariales impayées, en contribuant ainsi à la paix sociale dans l'entreprise et plus largement dans les territoires, tout en favorisant la recherche par les organes de la procédure de solutions de sortie des difficultés.

En quoi l'AGS a-t-elle répondu au besoin social durant cette période et quels défis a-t-elle relevé ?

La France se distingue en Europe par le nombre élevé de dépôts de bilan prononcés chaque année. Cette autre spécificité a encore été accentuée par les difficultés économiques qui ont entraîné une accélération du nombre de procédures collectives accompagnées de vagues de restructuration. Une autre particularité du tissu français d'entreprises réside dans la part prépondérante des PME dont l'effectif moyen ne dépasse pas 10 salariés. Ces PME – souvent de création récente – souffrent globalement d'une insuffisance d'actifs empêchant les mandataires judiciaires de procéder directement au règlement des créances des salariés. Le recours à l'AGS est donc systématique. Cette forte attente sociale a renforcé son rôle d'amortisseur social. En effet, l'AGS contribue à la préservation de la paix sociale dans l'entreprise, en permettant la poursuite de l'activité et l'arrivée de repreneurs éventuels dans un climat social apaisé. ●●●

L'AGS est devenue un acteur clé du traitement des difficultés des entreprises. Comment cela se manifeste-t-il au quotidien ?

Au fil du temps, les échanges se sont renforcés avec les pouvoirs publics, les tribunaux de commerce et les mandataires de justice. Avec ces derniers, une relation de partenariat s'est instaurée qui nécessite un rapport de confiance mutuelle. Cette situation est illustrée par des échanges permanents qui permettent un travail d'anticipation pour un traitement optimal des sinistres d'une certaine envergure. Cette concertation facilite la gestion des risques. Aujourd'hui, l'AGS est également désignée comme contrôleur dans la plupart des procédures significatives. A ce titre, elle donne un avis sur les offres de reprise reçues par les mandataires de justice et son intervention permet généralement d'améliorer les propositions de reprise.

La Loi de Sécurisation de l'Emploi (LSE) amorce-t-elle une évolution dans l'action menée par l'AGS auprès des salariés ?

L'AGS agit directement en faveur des salariés. Depuis sa création, le régime a indemnisé plusieurs millions de salariés dans les conditions les plus favorables au sein de l'Union européenne. Avec l'entrée en vigueur de la LSE, l'AGS est susceptible de prendre en charge une partie des mesures d'accompagnement au reclassement suite à la mise en place d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE). Cette approche nouvelle est de nature à faire évoluer son rôle en le complétant par l'aide au retour à l'emploi. Bien évidemment, l'extension du champ de la garantie doit se faire à coût constant d'autant que la situation économique actuelle soumet l'AGS à de fortes sollicitations.

Quels défis attendent l'AGS dans les années à venir ?

Les instances de l'AGS continuent à veiller strictement à l'équilibre financier du régime de garantie. C'est à ce prix que l'AGS conservera son indépendance. L'efficacité de ses interventions ne doit pas conduire à sa transformation en un fonds de revitalisation de l'économie locale. En effet, la mission permanente

de l'AGS doit être maintenue et il est important de contenir certains dérapages de la jurisprudence sociale. L'AGS ne doit pas, par exemple, être sollicitée pour effectuer des paiements qui excèdent son champ de garantie. Cette solidarité des entreprises a un coût élevé et il ne saurait être question naturellement de l'accroître sans risques pour l'économie du pays. Ce facteur est également à rapprocher de l'évolution des récupérations qui constituent l'autre volet du financement du régime de garantie, dont le montant subit les effets négatifs de l'augmentation des dossiers impécunieux. A l'avenir, l'AGS doit poursuivre sa mission au service des entreprises et des salariés en apportant une aide décisive au redressement des entreprises sans accroître ses charges financières ■

(janvier 2014)



Depuis la création de l'AGS...

Un **montant avancé**
cumulé évalué à

43,2 milliards €

Chiffre obtenu en procédant pour partie à la conversion de montants en francs en euro.

10 millions de salariés
indemnisés



THIERRY MÉTEYÉ

Directeur national de la Délégation Unédic AGS

Agir en partenaire au cœur des procédures collectives

Depuis 40 ans, l'AGS et son mandataire, l'Unédic, s'inscrivent dans une démarche de progrès permanent pour anticiper les évolutions de son environnement, au service des entreprises, des salariés et de ses partenaires des procédures collectives.

L'exécution du mandat de gestion par l'Unédic au travers du réseau des Assédic jusqu'au 31 août 1996, et au sein de l'établissement Délégation Unédic AGS (DUA) depuis le 1er septembre 1996, a toujours mis l'accent sur le respect des délais pour effectuer les avances de fonds entre les mains des mandataires judiciaires, afin de remplir au mieux la mission sociale de l'AGS, au service des entreprises en difficulté et de leurs salariés.

délai maximum de 5 jours, réduit en pratique à 2 ou 3 jours dans la plupart des cas.

L'AGS est également à l'écoute des difficultés des entreprises pour l'examen des demandes de délais de remboursement de ses créances. La professionnalisation continue des équipes qui ont contribué à "créer le métier AGS", l'adaptation de notre organisation, l'optimisation des outils de gestion sont entièrement tournés vers la qualité, l'efficacité et la maîtrise des risques.

La création, en 1996, de la Délégation Unédic AGS a permis de renforcer l'identité de l'AGS vis-à-vis de tous les acteurs des procédures collectives, en introduisant une unicité de management dans le fonctionnement du régime de garantie des salaires, assurant une parfaite coordination dans la prise de décision par les différents sites opérationnels.

Aujourd'hui, l'AGS est reconnue comme un acteur incontournable des procédures collectives et elle est régulièrement sollicitée par les pouvoirs publics pour donner un avis chaque fois qu'une réforme touchant au droit du travail dans les procédures collectives ou au traitement des difficultés des entreprises, est engagée.

« Nous veillons à remplir notre mission sociale sans délai, en adéquation avec les objectifs de redressement de l'entreprise. »

Ces résultats ont été obtenus par un recours permanent aux évolutions informatiques les plus performantes pour renforcer la réactivité et la sécurité des traitements et apporter un service de qualité. La DUA s'engage à réaliser le paiement des demandes d'avances dans un

C'est la traduction de la reconnaissance du rôle positif de l'AGS comme amortisseur social.

En 40 ans, le champ de la garantie a également évolué sous l'effet des lois et de la jurisprudence. Alors qu'elle couvrait exclusivement les sommes dues au jour du jugement d'ouverture, la garantie s'étend aujourd'hui aux périodes postérieures. Alors qu'elle intervenait pour les seules créances résultant de l'exécution du contrat de travail, l'AGS est désormais mise à contribution pour des créances nées "à l'occasion du contrat de travail", en supportant la garantie de dommages et intérêts représentant 200 millions d'euros chaque année (10% du montant avancé en 2013). Contenir les effets d'une jurisprudence sociale toujours plus extensive de la garantie, en rappelant sa vocation et ses limites, est devenu essentiel pour assurer la pérennité du régime qui, fondé sur la solidarité des employeurs, est d'autant plus sollicité en période de difficultés économiques.

Face aux évolutions de son environnement, l'AGS a toujours eu pour objectif d'agir en partenariat avec les mandataires de justice. Ces échanges permettent de contribuer à la mise en place de solutions visant à répondre plus efficacement aux enjeux sociaux et économiques de nos missions. Cela est notamment le cas en matière d'anticipation des difficultés des entreprises.

Pour répondre aux enjeux de demain, la Délégation AGS a déployé son projet Ambition 2013 dont l'objectif majeur est de faire converger nos expertises vers une qualité de service optimale. Une prochaine étape sera franchie en 2014 avec le projet "Offre de services", destiné aux mandataires judiciaires, qui préfigure la mise en place d'un label AGS sanctionnant l'excellence des missions remplies par les mandataires judiciaires sélectionnés, dans leurs relations avec l'AGS.

Reconnu par les pouvoirs publics, le rôle de l'AGS comme interlocuteur des procédures collectives sera encore renforcé par les ordonnances prises dans le cadre de la réforme des procédures collectives en cours. Et la Loi de Sécurisation de l'Emploi du 14 juin 2013, à laquelle elle a été associée, va dans le sens de la volonté de l'AGS de contribuer au retour des salariés vers l'emploi.

Demain comme aujourd'hui, la Délégation AGS entend rester fidèle aux valeurs fondatrices du régime. Ces valeurs de solidarité et d'engagement sont partagées par l'ensemble de ses collaborateurs, mobilisés au quotidien au service des salariés et des entreprises en difficulté ■

(janvier 2014)

Période 2000 > 2013

Avances

23 798 M€

Récupérations

8 832 M€

Cotisations

(chiffre non définitif car les encaissements du mois de décembre 2013 pourront encore évoluer)

15 246 M€

Bénéficiaires AGS

en moyenne annuelle sur la période

249 000

Total d'affaires créées

(indépendamment de la date du jugement d'ouverture)

341 000

Source. Délégation Unédic AGS

1970

créer la solidarité

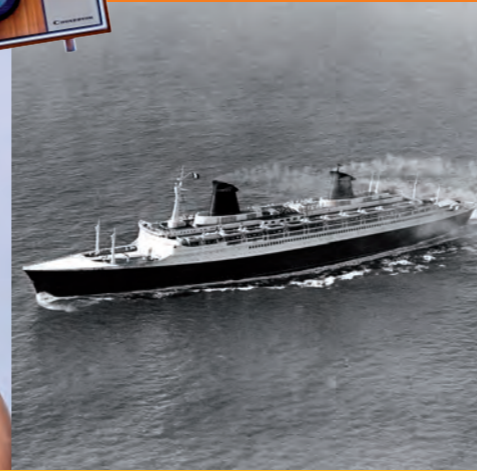
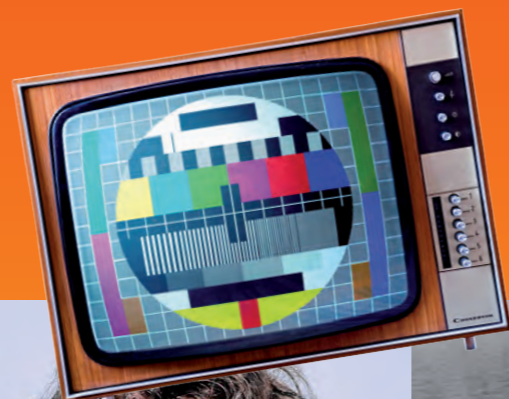
La France débute les *seventies* dans l'euphorie de 1968 : le vent du changement souffle dans les idées, les mœurs, les modes de vie et l'économie.

Mais au cours de la décennie, 2 chocs pétroliers (1973 et 1979) vont mettre un terme aux trente glorieuses.

Au plan économique, la "course à la production" connaît un ralentissement mais la productivité est dopée par les progrès techniques.

Au début de la décennie, un conflit social va produire un choc dans l'opinion publique : l'affaire Lip. Cet événement va révéler les lacunes du système français de protection sociale envers les salariés confrontés au risque de défaillance de leur employeur.

Une prise de conscience traduite par la création du régime de garantie AGS.



140 000
salariés
bénéficiaires
du régime en moyenne
annuelle (estimation sur la
période 1974 - 1979)

7 506 MF
avancés
par l'AGS
(sur la période
1974 - 1979)

Plus de
34 000
jugements
ayant entraîné
l'intervention de l'AGS
(sur la période 1974 - 1979)

Arch. Délégation Unédic AGS (DUA)

1970
créer
la solidarité

face à la crise, les organisations professionnelles d'employeurs créent l'AGS

En présence d'une conjoncture économique toujours plus incertaine et de ses répercussions négatives sur les salariés confrontés à la défaillance de leur employeur, les organisations professionnelles d'employeurs initient la création d'un régime de garantie fondé sur la solidarité.

En 1973, l'affaire Lip va provoquer une prise de conscience des pouvoirs publics et des milieux économiques. Deux prises de position convergentes vont alors s'exprimer : celle du Président Georges Pompidou, à laquelle font écho les déclarations de François Ceyrac, Président du Centre National du Patronat Français (CNPF, actuel MEDEF). Tous deux appellent à la mise en place d'un dispositif de protection sociale permettant l'indemnisation rapide des salariés : volonté bientôt concrétisée avec le dépôt, par le Ministère du Travail, d'un projet de loi, voté le 27/12/1973 : l'acte fondateur du Régime de Garantie des Salaires.

Dès février 1974, l'Association pour la Gestion du régime de Garantie des Créances des Salariés (AGS) est créée pour mettre en œuvre le nouveau dispositif. Expression de la solidarité des employeurs, les principales organisations professionnelles (CNPF, CGPME, CNMCCA) interviennent en tant que membres fondateurs de l'AGS ■

1973

- **Juin** : Affaire Lip
- **Octobre** : 1^{er} choc pétrolier
- **Décembre** : Adoption de la loi n°73-1194, création du régime de garantie des salaires

31 janvier 1974. Déclaration à la préfecture de police. Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés (A.G.S.). Objet : mettre en œuvre le régime d'assurance institué par la loi n° 73-1194 du 27 décembre 1973 tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail. Siège social : 31, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, 75784 Paris CEDEX 16.

Arch. DUA

ASSOCIATION POUR LA GESTION DU RÉGIME D'ASSURANCE DES CRÉANCES DES SALARIÉS
ASSOCIATION CRÉÉE POUR L'APPLICATION DE LA LOI 73-1194 DU 27-12-1973 ET DÉCLARÉE CONFORMÉMENT A LA LOI DU 1-7-1901

Parution au JO du 15 février 1974.
Arch. DUA



La situation des salariés avant 1974

Avant la loi de 1973, il n'existait pas de dispositif dédié à la prise en charge des créances salariales impayées dans les procédures collectives. Les salariés bénéficiaient simplement des privilèges prévus par la loi dont le superprivilège pour les salaires des 60 derniers jours d'activité, lequel primait toutes les autres créances.

Lorsque le syndic disposait de fonds suffisants, il procédait prioritairement au règlement de cette fraction superprivilégiée des créances salariales. Mais dans nombre de cas, faute de fonds immédiatement disponibles, les salariés devaient

attendre la réalisation des actifs de la procédure collective et l'établissement du projet de répartition des fonds. Dès lors qu'il n'existait pas d'actifs dans l'entreprise en procédure collective, ces créances restaient impayées.

De plus, en cas de contestation globale ou partielle de ses créances, le salarié devait engager une instance prud'homale avant de revenir devant le juge-commissaire pour faire admettre ses créances. Une procédure longue et incertaine qui retardait l'indemnisation du salarié.



Le 20 septembre 1973, François Ceyrac, Président du CNPF, commentant l'affaire Lip, indique que le patronat français a conscience de la nécessité d'une garantie pour les salariés, et laisse entendre qu'une solution est mise à l'étude.

“ En cas de liquidation judiciaire ou de faillite, il faut garantir aux salariés licenciés le paiement, dans les meilleurs délais, des salaires, préavis et indemnités auxquels ils ont droit. Cela est juste : les salariés ne doivent pas supporter les risques financiers de l'échec d'une gestion. ”

François Ceyrac
Président du CNPF

(20 septembre 1973)

1974

- **Février** : Création de l'AGS
- **Mars** : 1^{ères} avances de l'AGS

L'affaire Lip et ses suites...

Loi n°73-1194 du 27 décembre 1973 :

adoptée pour pallier l'insuffisance de la protection des salariés lors des défaillances des entreprises, elle marque l'acte de naissance de l'AGS.

Loi N°75-1251 du 27 décembre 1975 :

elle précise les conditions d'intervention du régime en fixant des plafonds de garantie alors que jusque là le régime avait fonctionné sans limite de garantie. Son décret d'application (n° 76-1065) est signé le 25 novembre 1976.

Survenant dans le sillage de mai 68, l'affaire Lip sensibilise considérablement l'opinion publique.

Elle constitue l'une des premières grandes fermetures d'entreprise de la France en crise. Près de cinq cents ouvriers sont menacés de licenciement et leurs difficultés au jour le jour s'imposent comme un véritable problème de société. Le 15 juin 1973, une manifestation rassemble douze mille personnes dans les rues de Besançon. Le gouvernement redoute des tensions sociales au niveau national.

Un événement révélateur

Lip est en faillite et, malgré les privilèges dont peuvent se prévaloir les salariés au titre de leurs créances salariales impayées, le règlement de celles-ci ne peut intervenir immédiatement, conformément au cadre juridique en vigueur

depuis le 13/07/1967. Cette situation peut se prolonger plusieurs mois, voire au-delà. L'affaire Lip a mis en évidence l'urgence d'introduire un mécanisme de protection sociale complétant le droit des procédures collectives issu de la loi de 1967. La loi du 27 décembre 1973 institue cette garantie des salariés face au risque d'insolvabilité de leur employeur.

La structure chargée de la mise en œuvre de la garantie

Dès février 1974, une association de droit privé est constituée à l'initiative du CNPF, de la CGPME et de la CNMCCA. L'AGS est chargée de la mise en œuvre du régime de garantie ■

“L'affaire Lip a démontré une insuffisance de notre législation sociale en matière de faillite.”

G. Pompidou

Conférence de presse, 27 septembre 1973



Arch. DUA

1975

■ Décembre : Adoption de la Loi n°75-1251 qui fixe les plafonds de garantie

Un partenariat étendu

L'AGS conclut une convention de gestion avec l'Unédic. Elle agit en partenariat avec les mandataires de justice et en concertation avec les pouvoirs publics, notamment les Ministères du Travail et de la Justice.

Dès l'origine, une convention de gestion signée entre l'Association AGS et l'Unédic, confie à cette dernière la gestion technique et financière du régime de garantie. Un fonctionnement au caractère inédit : l'AGS est un organisme patronal et l'Unédic, un régime paritaire, associant les organisations professionnelles d'employeurs et les syndicats de salariés. Dans le cadre de cette convention, les salariés d'une entreprise en faillite peuvent percevoir, depuis le 1^{er}/03/1974, les sommes dues en exécution de leur contrat de travail, dans des délais extrêmement rapides.

Salariés : des droits indépendants des obligations remplies par l'employeur

Au titre de la solidarité, le salarié n'est pas pénalisé par la situation de son employeur au regard du versement des cotisations dues à l'AGS. Le financement du régime de garantie est assuré par les entreprises soumises à la cotisation AGS. Le montant de cette cotisation est fixé et révisé par le Conseil d'Administration de l'AGS.

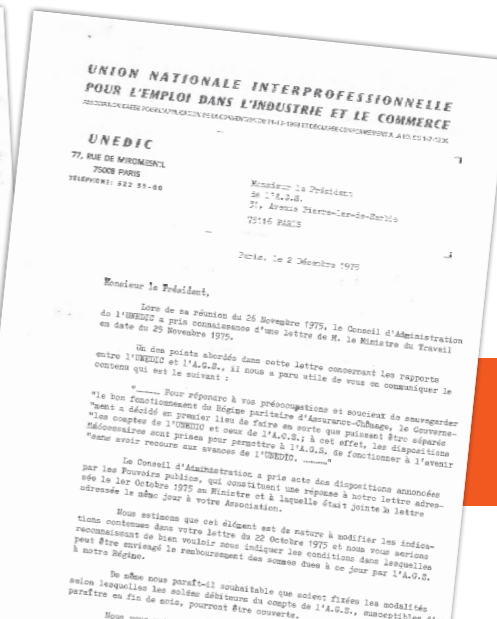
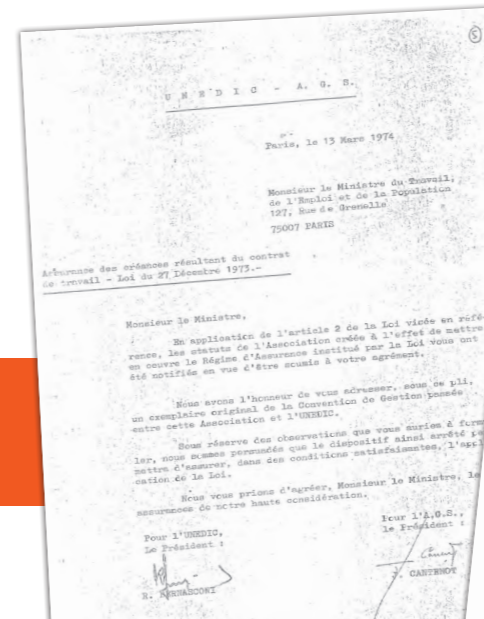
En pratique, l'AGS effectue, à titre subsidiaire, des avances de créances salariales auprès des mandataires judiciaires pour le compte des salariés. Bénéficiant d'une subrogation légale dans les droits des salariés indemnisés, elle est prioritaire pour le remboursement de ces sommes.

Des cotisations adaptées aux perspectives économiques

Le taux de la cotisation AGS varie selon les prévisions de charges déterminées par la conjoncture économique. Il est fonction de la situation des entreprises et de la nécessité de ne pas alourdir les charges en période de difficultés économiques.

Fixé au départ à un niveau très bas (0,05%), ce taux sera augmenté dès 1975 pour assurer à l'Association un niveau de trésorerie suffisant, les demandes d'avances dépassant les prévisions initiales. À la fin des années 1970, 522 000 salariés avaient déjà bénéficié des avances de l'AGS. Le pourcentage global des récupérations atteignait alors 44,4%, avec la perspective de parvenir in fine à un taux de 50% ■

En mars 1974, les présidents de l'Unédic, R. Bernasconi, et de l'AGS, J. Cantenot, adressent au ministre du Travail, la Convention de Gestion entre l'Association et l'Unédic. Arch. DUA

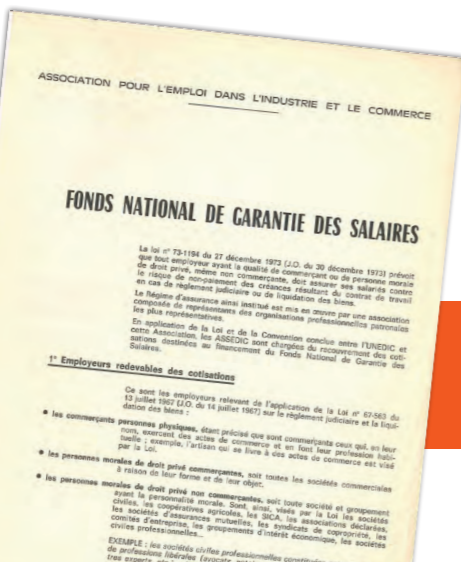
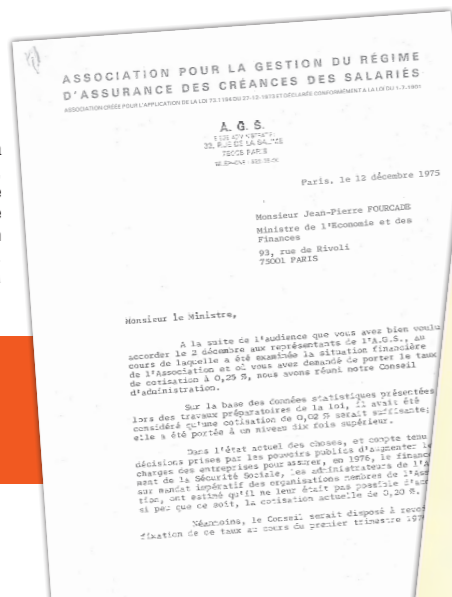


Le président de l'Unédic, André Bergeron, écrit au président de l'AGS pour préciser les modalités de gestion et "permettre à l'AGS de fonctionner à l'avenir sans avoir recours aux avances de trésorerie de l'Unédic." Arch. DUA

1976

■ Novembre : Décret d'application (n° 76-1065) de la Loi n°75-1251

Lettre de l'AGS à Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, sur le taux de cotisation en décembre 1975. Arch. DUA



Une garantie à l'efficacité immédiate

Un événement dont la presse se fait l'écho.
Extraits :
Le Progrès -
L'Aurore.
Arch. DUA

Le personnel de Francolam-Nyfelier (Sorbiers), premier bénéficiaire (500 000 francs), du nouveau régime de garantie des créances des salariés

Le personnel de la société Francolam-Nyfelier (Sorbiers) contrôlée par M. Alain Bourgeois et son frère, et admise au bénéfice du règlement judiciaire le premier mars dernier, a été le premier bénéficiaire du nouveau régime de garantie des créances des salariés en cas de dépôt de bilan institué par la loi du 27 décembre 1973.

Diverses affaires, et notamment chez Lip, avaient mis en lumière l'insuffisance de la protection des salariés tenant tout aux délais des opérations de remboursement des créances, échelonné parfois sur plusieurs années qu'aux privilèges accordés à certains créanciers ou même à l'impossibilité d'un remboursement complet.

La loi votée par le parlement à la fin de l'année 1973 a créé un système d'assurance fondé sur une cotisation obligatoire votée par les entreprises.

Le 13 mars dernier, le C.N.P.F. signalait avec les institutions de l'assurance chômage, U.N.E.D.I.C. et A.S.S.E.D.I.C. la convention de gestion de ce fond.

Le patronat intervient par l'intermédiaire de l'association pour la gestion du régime des créances des salariés (A.G.S.), créée en application de la loi.

500 000 FRANCS A SORBIERS

Ce texte étant entré en vigueur pour les décisions de justice prononcées à partir du 1^{er} mars, le syndicat nommé dans l'affaire Francolam-Nyfelier, M. Montagnon, en a demandé l'application aux 450 salariés de cette entreprise.

Par l'intermédiaire de l'A.S.S.E.D.I.C.-U.N.E.D.I.C. de la Loire, une somme de 500 000 francs a été déblocquée pour verser au personnel des salaires dus au moment du dépôt de bilan et bénéficiant du nouveau superprivilège.

La procédure a été très rapide puisque, selon le syndicat, la demande faite le lundi 5 mars au soir a entraîné un déblocage de fonds dès le 8 mars.

Les salaires dus sont le régime, du règlement judiciaire seront pour leur part dégagés de la gestion provisoire et ne feront pas l'objet d'une nouvelle intervention du système de garantie des créances.

Francolam-Nyfelier poursuit son activité sur la zone industrielle de Sorbiers (Loire) où elle est spécialisée dans le découpage-emboutissage.

Elle a développé une production de remorques de voitures et de fauteuils-relax commercialisés sous la marque Lama (37 millions de chiffre d'affaires en 1973).

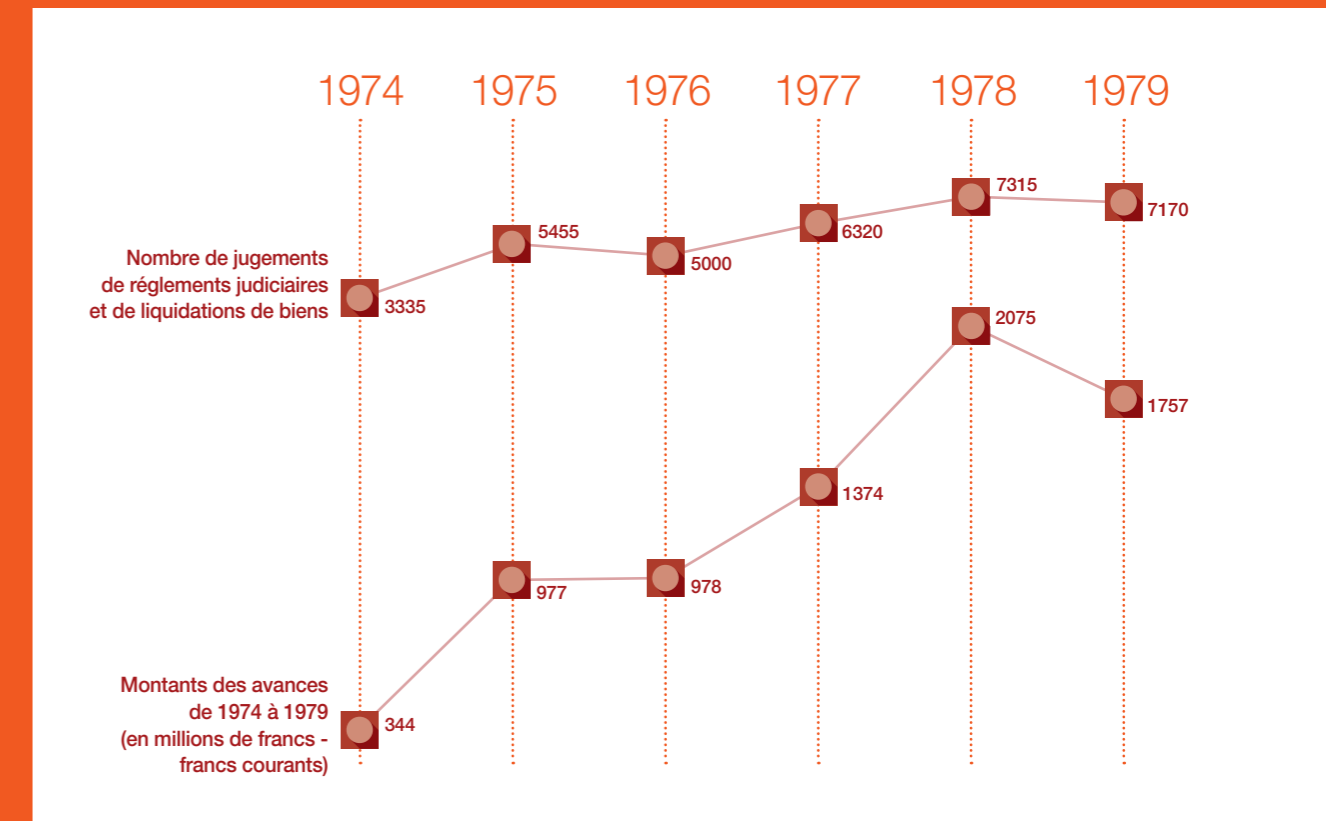
Dès l'application du nouveau régime de garantie, en mars 1974, le personnel de l'entreprise Francolam-Nyfelier implantée à Sorbiers, dans la Loire, bénéficie des avances de l'AGS. Dans cette entreprise de découpage-emboutissage en règlement judiciaire, une avance de 500 000 F est versée par l'Assédic de la Loire au syndicat dans un délai de trois jours suivant la réception de la demande, le 5 mars 1974. Ces fonds permettront aux 450 salariés de recevoir leur salaire. Ce sont ensuite les quatre cents salariés de Lou, entreprise de lingerie à Saint-Étienne, qui vont bénéficier de la garantie dès le 15 mars 1974 ■

1979

■ Juin
2^{ème} choc pétrolier

Entre 1974 et 1979, le nombre de jugements ayant entraîné l'intervention de l'AGS a fortement augmenté, de même que le montant des avances. En 1979, ces avances atteignent 1 757 millions de francs.

1974/1979, des avances pratiquement multipliées par trois



Source. Délégation Unédic AGS

1980



accroître le champ d'intervention

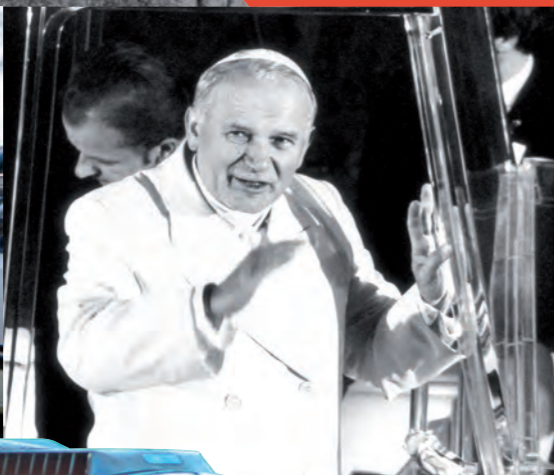
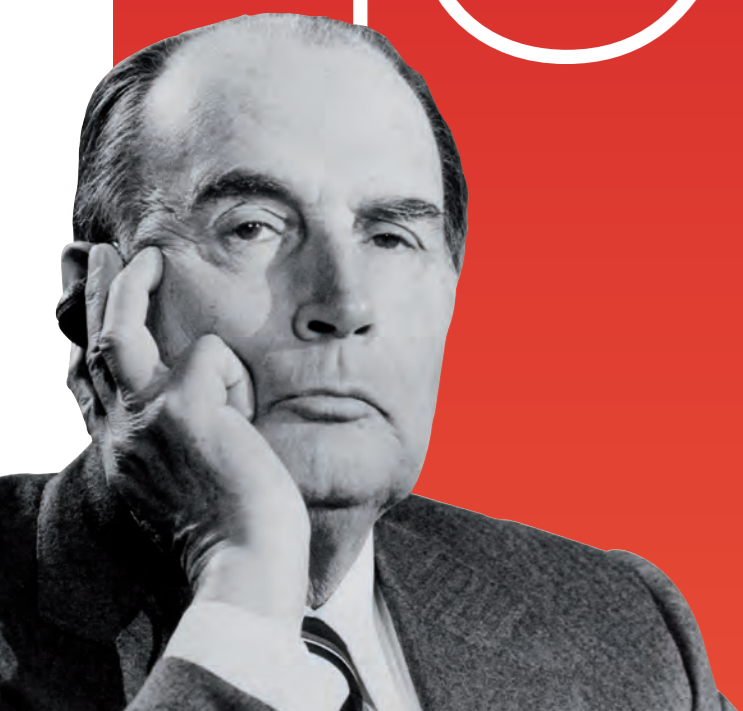


Les années 80 démarrent sous le signe de l'incertitude économique. En France, la croissance marque le pas sous l'effet du second choc pétrolier.

Pour la première fois sous la Ve république, la gauche accède au pouvoir. Aux nationalisations de 1981-1982 succédera bientôt le programme de privatisations de 1986-1988.

L'inflation s'accélère. Une politique de stabilisation des déficits est nécessaire. Des pans entiers de l'Industrie se restructurent. Et la bonne santé économique des secteurs du luxe et des nouvelles technologies, vitrines du savoir-faire français, ne permet pas d'endiguer l'accroissement massif du chômage.

Parallèlement à ces profondes mutations économiques et sociales, la loi va élargir le champ d'intervention de l'AGS.



211 000
salariés
bénéficiaires
du régime en moyenne
annuelle (estimation sur la
période 1980 - 1989)

42 137 MF
avancés
par l'AGS
(sur la période
1980 - 1989)

Près de
140 000
jugements
ayant entraîné
l'intervention de l'AGS
(sur la période 1980 - 1989)

Les années

1980

la loi étend le champ d'intervention de l'AGS

Depuis sa création, le champ d'intervention de l'AGS n'a cessé de s'accroître. La dimension européenne va également s'ajouter à cette évolution avec la directive CEE du 20/10/1980.

Dès 1980, la Communauté européenne impose à ses membres la création d'un régime de garantie des créances salariales avec un socle de garanties minimales. L'AGS conserve un niveau de couverture supérieur à celui prévu dans la directive. Au cours des années qui suivent, les nouveaux pays adhérents vont se doter d'un régime de garantie *a minima* démontrant le caractère extrêmement favorable du dispositif français. Avec les restructurations industrielles consécutives au second choc pétrolier, une nouvelle loi modifiant le régime légal des procédures collectives est adoptée en 1985. Intégrant des dispositions relatives aux périodes

de garantie et aux créances salariales garanties par l'AGS, cette loi traite également de l'ordre de priorité des créanciers et fixe les modalités de remboursement des avances de l'AGS. La loi de 1985 étend le champ d'application de la garantie AGS à de nouvelles catégories de salariés, notamment aux salariés détachés et expatriés et, sous certaines conditions, aux travailleurs clandestins. La garantie AGS est étendue aux procédures collectives ouvertes dans les Départements d'Outre mer. Évolution aussi sur le plan des employeurs assujettis, puisque la loi inclut les artisans dans le champ de l'AGS. En 1988, une nouvelle loi intégrera les exploitants agricoles ■



Une loi du 1^{er} mars 1984, relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises, a précédé celle de 1985. Dans son discours de présentation du projet de loi à l'Assemblée Nationale, le 4 juillet 1983, Robert Badinter, alors Ministre de la Justice, en précisait les enjeux :

“La finalité proclamée est double. D'abord, assurer la survie des entreprises. Or dans 90% des cas, les procédures s'achèvent par une liquidation des biens. Puis assurer le paiement des créanciers. (...) La réforme juridique est ainsi dictée par la nécessité économique.”

Robert Badinter
(1983)



1980 : une garantie qui n'est pas sans limites...

Dès ses débuts, l'AGS s'est assurée de l'équilibre du régime et a veillé au respect des limites de la garantie au travers de l'application des plafonds. Ainsi, en 1980, l'AGS obtient gain de cause dans une série de contentieux l'opposant à des artistes de cinéma de premier plan.

Dans deux arrêts, du 13 mai, la Cour de Cassation rejette l'application du plafond 13, précisant que l'indemnisation demandée pour une rémunération "dont le montant avait été librement débattu entre les parties" ne pouvait dépasser le plafond 4 de la limite générale de garantie.

1980

Accroître le champ
d'intervention

1980

- **Octobre :**
 - Adoption de la directive CEE du 20/10/1980
 - Mise en liquidation de Manufrance

1984

- **Mars :** Adoption de la loi n°84-148 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises
- **Décembre :** Liquidation de Creusot-Loire, fin de l'industrie charbonnière en France



Creusot-Loire, symbole de la restructuration industrielle

Avec le deuxième choc pétrolier, des difficultés apparaissent dans plusieurs grandes entreprises : Boussac, Dunlop, Manufrance, Creusot-Loire, les grues Poclain... Bientôt, ce sont les secteurs traditionnels de l'économie (sidérurgie, chantiers navals...) qui vont faire l'objet d'importantes restructurations.

L'impact de la crise pétrolière

Le 28 juin 1984, le groupe Creusot-Loire est mis en règlement judiciaire. L'émotion est grande dans tout le pays : pour les Français, l'entreprise sidérurgique créée à la fin du XVIII^e siècle, et ayant appartenu au groupe Schneider, est encore l'un des fleurons de l'industrie nationale.

Malgré les nombreuses tentatives menées avec l'appui de son actionnaire principal (le groupe Empain) et des banques, les pertes de Creusot-Loire s'élèvent en 1983 à 1,8 milliard de francs. L'État se désengage. C'est la fin d'une entreprise emblématique employant plus de 30 000 personnes.

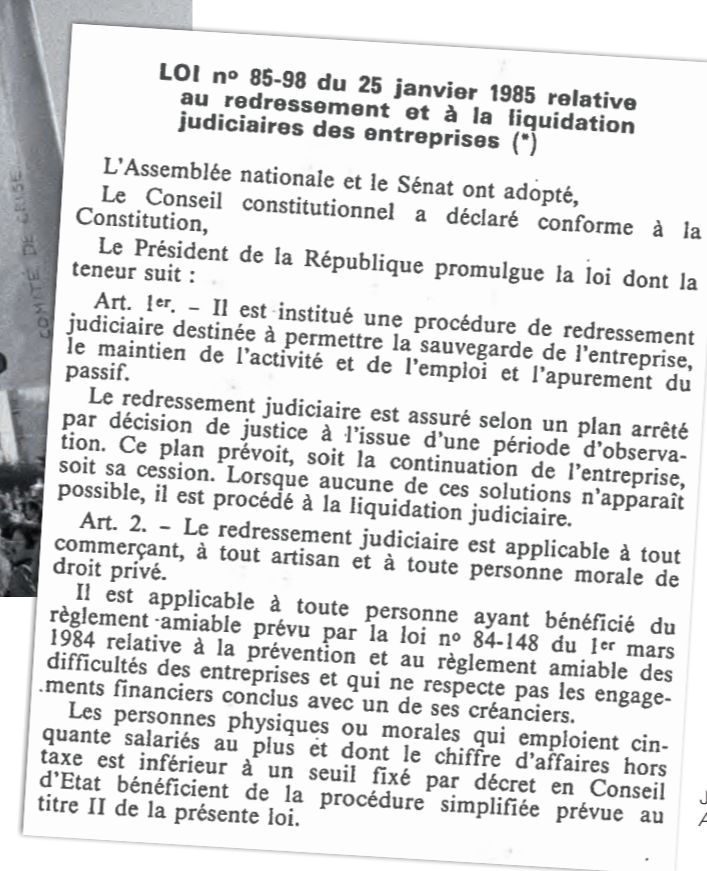


L'AGS contribue à la restructuration de l'économie en préservant la paix sociale.

Préserver la paix sociale

Durant cette période, l'AGS a été confrontée à la multiplication de sinistres de taille significative auxquels elle a su faire face, malgré la charge financière pesant sur l'équilibre financier du régime de garantie.

Plan textile, tentative de sauvetage de Boussac, les opérations de restructuration industrielle se succèdent après le naufrage de Creusot-Loire et des poids lourds de l'économie disparaissent. Le Gouvernement en exercice depuis 1981 entend améliorer la situation des salariés confrontés à ce mouvement de restructurations. Dans ce contexte, l'élaboration d'une nouvelle législation traitant des difficultés des entreprises, s'impose comme une évidence : elle sera votée en 1985 ■



JO du du 26 janvier 1985.
Arch. DUA

La loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises a introduit d'importantes modifications des conditions de fond et des modalités d'intervention du régime qui est étendu aux artisans. Pour l'AGS, cette réforme représente une première étape positive de modernisation de la législation en rapprochant les dispositions du droit des difficultés des entreprises et celles du droit du travail traitant de la garantie. La loi entre en application à compter du 1^{er} janvier 1986.

Trois piliers

Dans l'exposé des motifs, la loi de 1985 avait trois objectifs : la sauvegarde de l'entreprise indépendamment du sort du dirigeant, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif. Ainsi, la mise en redressement judiciaire d'une entreprise déclenche l'ouverture d'une période d'observation pendant laquelle la garantie AGS peut s'exercer selon certaines

Une réforme en profondeur des procédures collectives

modalités : garantie des indemnités de rupture pour les licenciements notifiés pendant la période.



La période d'observation est mise à profit pour tenter de parvenir à un plan de continuation ou à un plan de cession.

Plan de continuation ou plan de cession

La loi de 1985 a désigné deux professions chargées d'intervenir conjointement dans la procédure collective : l'Administrateur judiciaire et le Mandataire judiciaire.

En cas de redressement judiciaire, l'Administrateur judiciaire a pour mission d'assister le dirigeant et de contribuer à la recherche d'une solution de sortie de la procédure collective, avec l'élaboration d'un bilan économique et social.

En cas d'impossibilité de présenter un projet de plan de continuation ou de cession, le tribunal décide, à la demande de l'Administrateur judiciaire, de mettre fin à la période d'observation et de prononcer la liquidation judiciaire de l'entreprise, avec ou sans maintien provisoire d'activité.

De son côté, le mandataire judiciaire vérifie le passif général et propose ou conteste l'admission des créances en vue du dépôt de l'état du passif vérifié. Il gère également la vérification du passif salarial et l'établissement des relevés de créances y afférant, qu'il présente à l'AGS afin d'obtenir les fonds destinés au règlement des créances salariales impayées ■

1985

- **Janvier** : Adoption de la loi n°85-98 instaurant une garantie des créances nées après le redressement judiciaire (indemnités de rupture, salaire sous certaines conditions)

1986

- **Janvier** : Entrée en vigueur de la loi n°85-98
- **Mars** : Décret n°86-353 fixant les montants des créances salariales garanties en cas de redressement et de liquidation judiciaires des entreprises
- **Décembre** : La loi du 30 décembre 1986 sur l'emploi institue une convention de conversion

Loi du 25 janvier 1985

Art. 2. – Le redressement judiciaire est applicable à tout commerçant, à tout artisan et à toute personne morale de droit privé.

Il est applicable à toute personne ayant bénéficié du règlement amiable prévu par la loi n°84-148 du 1^{er} mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises et qui ne respecte pas les engagements financiers conclus avec un de ses créanciers.

La création du CNAJMJ

La loi de 1985 a créé une nouvelle instance, le Conseil National des Administrateurs Judiciaires et Mandataires Judiciaires (CNAJMJ). Cette instance dispose d'un pouvoir disciplinaire vis-à-vis de ses membres et relève directement de l'autorité du Ministère de la Justice.

Le CNAJMJ organise les stages et les épreuves d'admission à la profession et exerce un rôle de contrôle de l'activité des mandataires de justice. Il représente la profession vis-à-vis des tiers et peut ester en justice. L'AGS entretient des relations permanentes avec le CNAJMJ ■

1987 : l'AGS et les mesures de reclassement des salariés

Dans le cadre des nouvelles dispositions de la loi du 30 décembre 1986 sur l'emploi, une convention de conversion permet aux salariés, en cas de licenciement économique, de bénéficier d'une formation destinée à faciliter leur reclassement. L'AGS est concernée puisqu'elle avance la contribution due

par l'entreprise défailillante pour le financement de la convention de conversion (anc. art. L. 143-11-3 bis du code du travail). Il s'agit d'une extension de ses missions. Désormais, l'AGS contribue activement à un dispositif permettant aux salariés de rebondir professionnellement ■



Maître Philippe Lafarge Témoignage d'un Bâtonnier

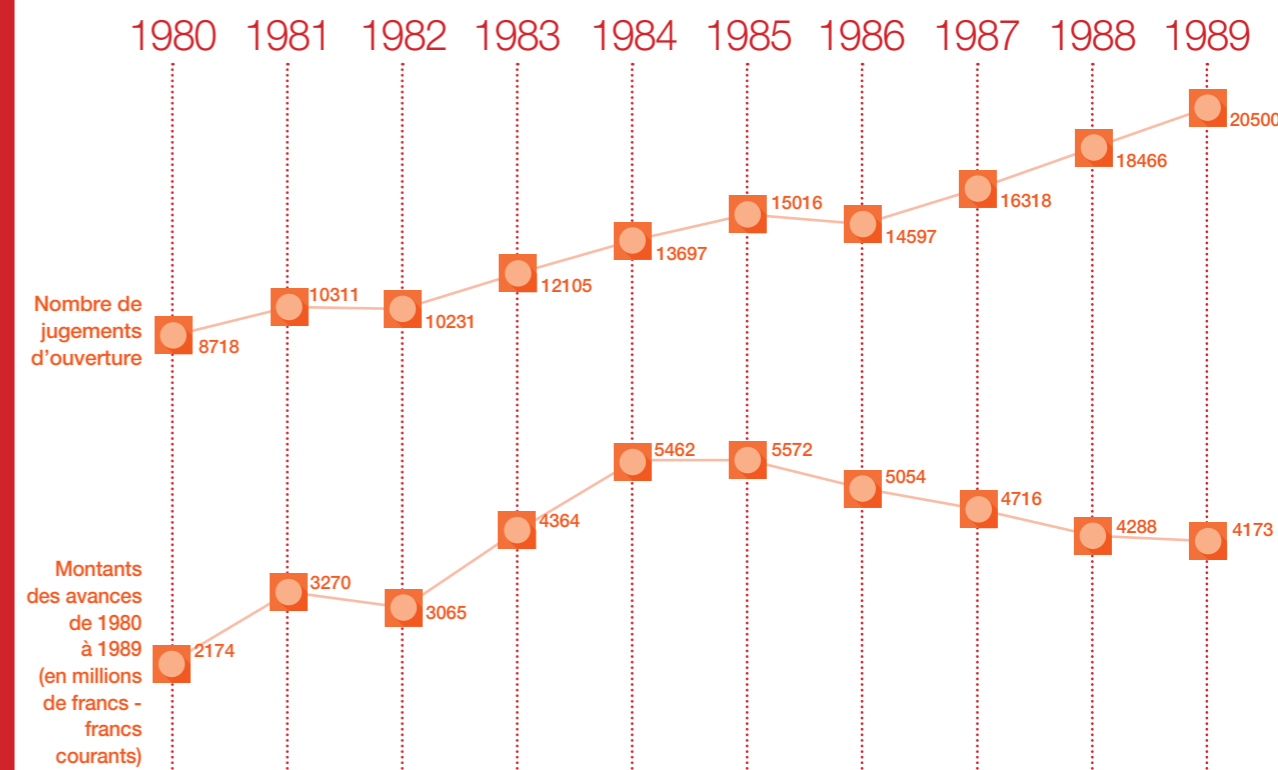
Avocat de l'AGS ayant largement contribué à la mise en place des règles de fonctionnement du régime de garantie, le regretté Bâtonnier Philippe Lafarge a publié en 1990 "Procédures collectives et Droit du travail". Aux termes de cet ouvrage consacré aux lois parues dans les années 80, ce spécialiste du droit social concluait :

"Le traitement des créances salariales a été accéléré. Les procédures de contestations ont été simplifiées. Mais la plupart des procédures collectives ne dégagent aucun fonds et tout cela ne serait rien sans le régime de garantie. Les dispositions essentielles restent celles de l'AGS."

1988

- **Décembre** : Adoption de la loi n°88-1202, complétée par le décret d'application n°89-339, qui étend aux agriculteurs le champ d'application de la loi de 1985

Quinze ans après la création de l'AGS, les avances annuelles ont été multipliées par 12



A la fin des années 80, le montant global des avances réalisées par l'AGS depuis 1974 se chiffre à 49 643 millions de francs. Le montant total des récupérations s'élève quant à lui à 19 064 millions de francs. Le taux de récupération, c'est-à-dire le rapport entre les récupérations cumulées depuis 1974 et les sommes avancées depuis cette date, s'établit à 38,4%.

Source. Délégation Unédic AGS

1990

anticiper les difficultés

Les quelques signes d'amélioration économique apparus à la fin de la précédente décennie sont remis en cause par le déclenchement de la guerre du Golfe en 1990, et ses conséquences négatives.

En 1993, la France entre en phase de récession économique comme les autres pays développés. Le seuil des 3 millions de chômeurs est franchi.

A la fin de la décennie, de nouveaux leviers de croissance sont apportés par la révolution numérique (expansion fulgurante du téléphone portable, excellente santé de la nouvelle économie soutenue par la mise en production de technologies innovantes).

Désormais reconnue en tant qu'acteur majeur des procédures collectives, l'AGS intervient à ce titre comme l'un des interlocuteurs incontournables des pouvoirs publics et des professionnels, lors des discussions préparatoires qui précèdent les réformes du traitement des difficultés des entreprises.



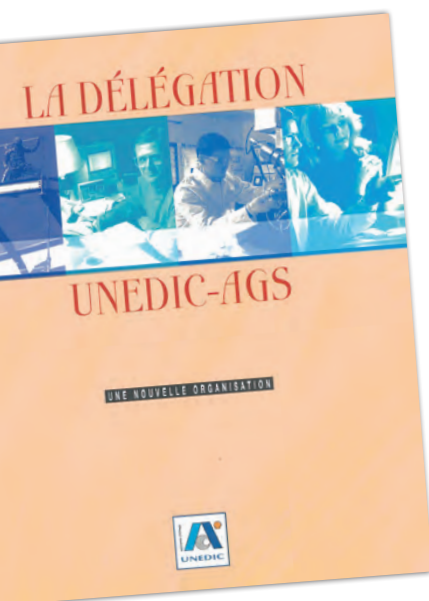
316 000
salariés
bénéficiaires
du régime en moyenne
annuelle (estimation sur la
période 1990 - 1999)

77 463 MF
avancés
par l'AGS
(sur la période
1990 - 1999)

Plus de
286 000
jugements
ayant entraîné
l'intervention de l'AGS
(sur la période 1990 - 1999)

Les années

1990 création de la Délégation Unédic AGS



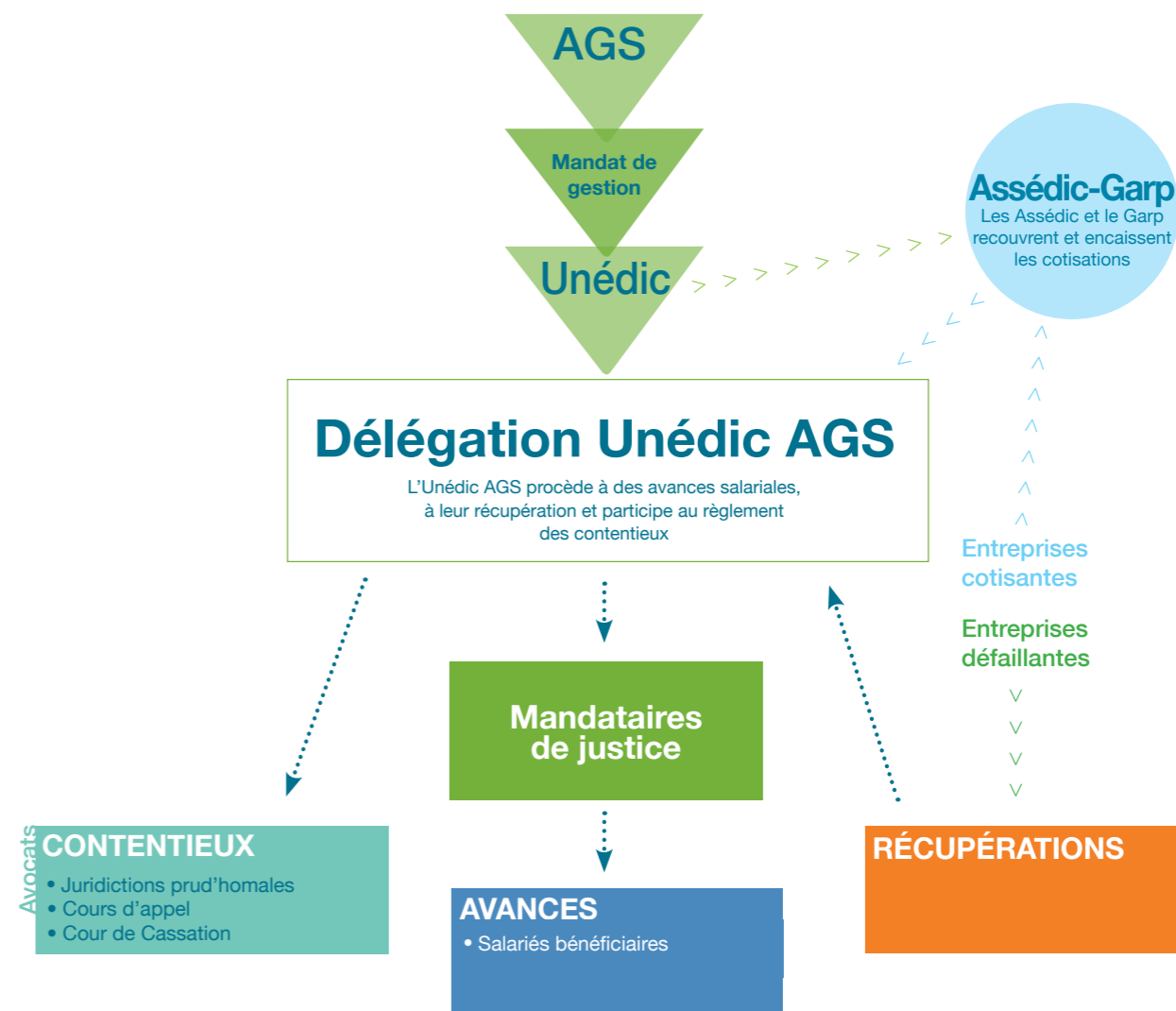
Documentation d'information diffusée en 1996 pour informer les partenaires de l'AGS de la nouvelle organisation opérationnelle du régime de garantie.
Arch. DUA

L'AGS se modernise pour renforcer sa capacité d'adaptation permanente face à l'instabilité de la conjoncture et aux évolutions législatives et réglementaires.

À u début de la décennie, la persistance d'une situation économique délicate, débouchant sur la crise de 1993, avait fortement mis à contribution le régime de garantie des salaires. Des augmentations successives du taux de la cotisation AGS s'étaient avérées nécessaires pour assurer l'application du régime.

Dix ans après la loi de 1984, la loi de 1994 est venue compléter le dispositif introduit par la loi du 25/01/1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises. Ce nouveau texte renforçait les droits des créanciers exposés à la défaillance de leurs clients ou cocontractants. En tant que créancier, l'AGS a été directement concernée par ces nouvelles mesures.

Parallèlement, dans le cadre de son mandat de gestion et en accord avec les instances de l'AGS, l'Unédic a décidé de modifier les modalités opérationnelles d'exécution de celui-ci en créant, le 1er septembre 1996, un établissement spécialement dédié : la Délégation Unédic AGS, dont la direction a été confiée à Thierry Méteyé. La nouvelle organisation a retiré au réseau des Assédic la gestion du régime de garantie des salaires, à l'exception du recouvrement de la cotisation AGS. Cette réforme des modalités de gestion a permis de mieux individualiser la mission exercée au service des entreprises et des salariés, en facilitant la coordination et une unicité de traitement des Centres de Gestion et d'Etude AGS (CGEA) dépendant de chaque Délégation régionale, avec une direction commune nationale ■



Lors de sa création, l'AGS avait confié la gestion technique et financière du régime à l'Unédic à travers le réseau territorial des Assédic. Avec la réforme de 1996, une Délégation Unédic AGS (DUA) va être mise en place au sein de l'Unédic pour assurer l'exercice du mandat de gestion. En liaison avec les instances de l'AGS et l'ensemble des acteurs de la procédure collective, la DUA assure les trois missions essentielles d'avances, de récupération et de suivi du contentieux avec :

- la mise à disposition auprès des mandataires de justice des fonds nécessaires au règlement des créances des salariés,

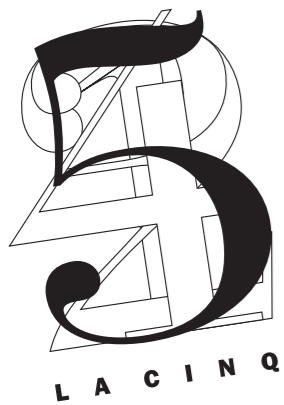
- la récupération des sommes avancées à partir du suivi des plans de redressement et de la réalisation des actifs des entreprises,
- la défense en justice des intérêts du régime de garantie,
- la gestion comptable de l'ensemble de ces opérations.

(En 2009, lors de la fusion des Assédic avec l'ANPE et la création de Pôle Emploi, celui-ci a été chargé du recouvrement de la cotisation AGS jusqu'à son transfert à l'ACOSS, en 2011.) ■

1990
Anticiper
les difficultés

1990
■ Guerre du Golfe

1993
■ La France entre dans une période de récession



Crise de 1993 : l'AGS fait face

La crise de 1993 a mis en évidence la fragilité d'un certain type de développement économique, avec les sinistres importants survenus au sein du secteur financier. Un constat notamment illustré par les défaillances de sociétés d'agents de change (Baudoin) ou des nouvelles sociétés de bourse, dont les engagements excédaient les capacités financières. Cette situation était également le résultat d'une explosion de la spéculation financière (la défaillance de la société de bourse Tuffier Ravier Pic en est un exemple).

Des faillites successives qui frappent l'opinion

L'Audiovisuel a également été touché par la faillite de la cinquième chaîne de télévision créée en 1985. Reprise par le groupe Hersant puis par Hachette, la Cinq est placée en redressement judiciaire le 3 janvier 1992. Sa liquidation entraîne une profonde restructuration du secteur audiovisuel avec des répercussions multiples au sein des

entreprises fournisseurs. A chacune de ces étapes, l'AGS a dû intervenir pour garantir les créances salariales impayées du personnel de ces entreprises, évitant ainsi des conflits sociaux de grande ampleur.

« » Un projet de réforme est mis en chantier

La nécessité d'une remise à plat du système

La pratique avait révélé un besoin d'adaptation de la loi de 1985 qui aboutira à la loi de 1994 visant à améliorer les modalités de cession des entreprises en procédure collective. Cette réforme intervient alors que les difficultés de l'économie française entraînent la mise en œuvre de mesures exceptionnelles. Une restructuration de grande ampleur du secteur financier est engagée à la suite

de l'affaire du Crédit Lyonnais. Depuis la fin des années quatre-vingt, le groupe a effectué des investissements risqués, notamment dans l'immobilier. Quand ce secteur est frappé par la crise de 1992, la banque est confrontée à de graves difficultés. Au bord de la faillite, le Crédit Lyonnais menaçait d'emporter l'ensemble du système bancaire dans sa chute...

Préserver le fonctionnement de l'AGS

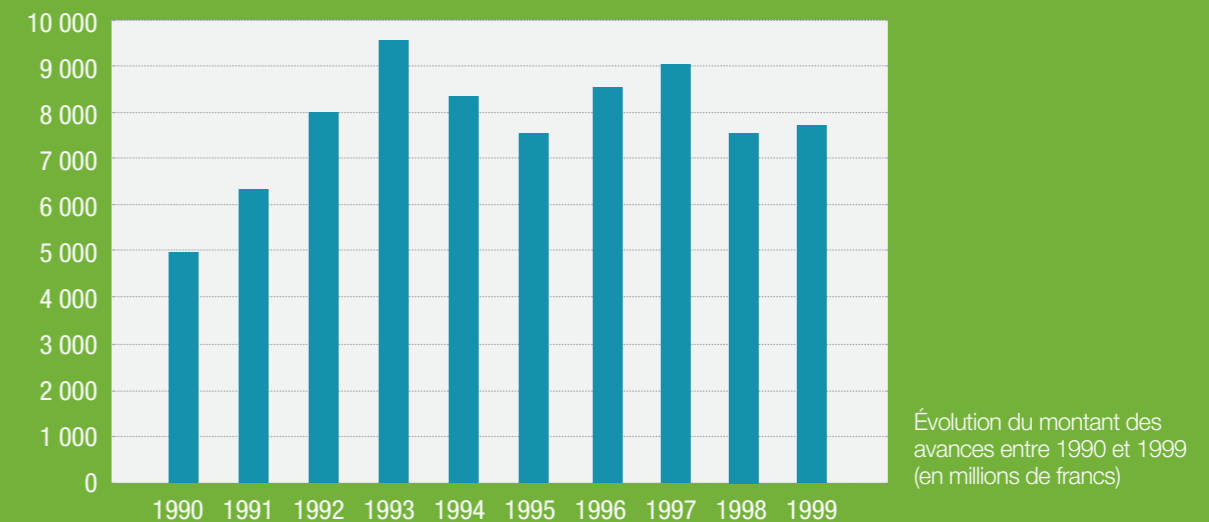
Le 5 avril 1995, l'Etat et le Crédit Lyonnais signent un protocole de création du Consortium de réalisation (CDR). De nombreuses filiales vont être mises en faillite. Face à cet environnement lourd de menaces, la réforme du fonctionnement de l'AGS apparaît particulièrement opportune pour répondre aux fortes sollicitations dont le régime de garantie était l'objet.

À partir de 1998, l'explosion de la bulle internet provoque la disparition d'une quantité de start-up et des emplois salariés qui y étaient attachés ■

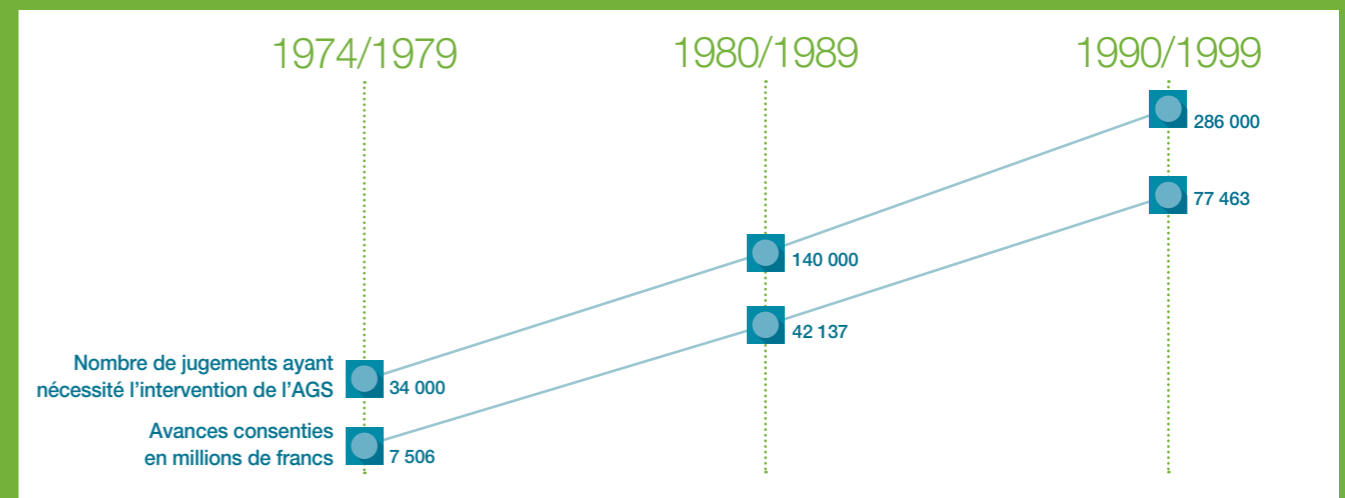
1994

■ **Juin** : Adoption de la loi n°94-475 relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises.

Le montant avancé atteint un pic en 1993 : il a doublé en 4 ans



Plus de 286 000 jugements de 1990 à 1999 ont nécessité l'intervention de l'AGS



Source. Délégation Unédic AGS

1996

■ **Septembre** : Création de la Délégation Unédic AGS

La garantie du précompte salarial

La loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996 de financement de la Sécurité Sociale a mis à la charge de l'AGS la garantie du précompte salarial à compter du 01/01/1997. Cette modification conduit l'AGS depuis cette date à avancer entre les mains des mandataires judiciaires des sommes calculées en "brut garantissable". Elles comprennent d'une part

les sommes nettes destinées aux salariés et d'autre part les prélèvements légaux et conventionnels résultant de la loi qui doivent être reversés aux différents organismes sociaux. Cette disposition représente en moyenne une charge supplémentaire pour l'AGS équivalente à 10% du total des avances effectuées chaque année.

Face aux nouveaux défis, l'AGS se modernise et se structure



Logo de l'AGS
Arch. DUA



Logo de la Délégation Unédic AGS
Arch. DUA

Dans un environnement économique et financier instable, la réforme interne entreprise par l'AGS et l'Unédic en 1996 vise à optimiser la gestion opérationnelle du régime de garantie des salaires. La Délégation Unédic AGS mise en place au sein de l'Unédic pour assurer l'exercice du mandat de gestion se compose d'une Délégation Nationale et de 5 Délégations régionales couvrant l'ensemble du territoire métropolitain, avec 13 centres de gestion et d'étude AGS (CGEA), auxquelles s'ajoutent une délégation régionale DOM américains et un site de production à La Réunion. Cette organisation territoriale assure au niveau local l'exécution du mandat de gestion.

Référentiel qualité, une efficacité optimisée

En même temps, un dispositif de prévention et de lutte contre la fraude se met en place au sein de la DUA, en partenariat avec les mandataires de

justice. Pour améliorer la qualité des traitements, la nouvelle organisation se dote d'un référentiel qualité qui apporte également un gain d'efficacité en termes de respect des délais et de qualité de service.

Acteur clé des procédures collectives

La Délégation AGS développe ses échanges avec les différents acteurs et intervenants dans le domaine des procédures collectives : Conseil National des Administrateurs Judiciaires et Mandataires Judiciaires, Institut Français des Praticiens des Procédures Collectives, Ministère de la Justice et Ministère du Travail. Progressivement, elle va s'installer dans le paysage des procédures collectives, aux côtés des tribunaux de commerce, des auxiliaires de justice et des juridictions sociales, pour devenir un interlocuteur reconnu par les pouvoirs publics et les acteurs des procédures collectives ■

1998

- Vote de la loi sur les 35 heures
- Explosion de la bulle internet

Application du plafond maximum : des limites à la garantie

À la fin des années 90, la Cour de cassation opère un revirement de sa jurisprudence concernant les plafonds de garantie. Un arrêt du 15 décembre 1998 conclut à l'application de droit commun du plafond maximum de la garantie (P13), en limitant à des cas exceptionnels le plafond réduit de la garantie (P4).

Cette jurisprudence défavorable a constitué une incitation à la multiplication des abus pour bénéficier du plafond maximum de la garantie qui va culminer avec la situation rencontrée dans les dossiers Moulinex et Air Lib'.

Des ajustements indispensables pour la préservation du régime

Dans la procédure collective emblématique Air Lib', les salariés bénéficiaires d'accords dérogatoires et tardiifs vont néanmoins pouvoir revendiquer le bénéfice du plafond 13 (soit 52 fois le plafond mensuel de garantie de la Sécurité Sociale).

Dans une conjoncture économique marquée par l'importance des sollicitations dont faisait l'objet l'AGS, il devenait urgent que les pouvoirs publics réagissent à cette jurisprudence. L'AGS attendait de ces derniers une modification par voie

règlementaire des dispositions traitant du plafond de garantie.

À défaut d'une réforme allant dans cette direction, c'est l'équilibre financier de l'AGS qui était menacé, avec la perspective d'une multiplication des contentieux réclamant rétroactivement une révision du plafond de garantie ■

La présence territoriale de l'AGS à la fin des années 90

DÉLÉGATION NATIONALE

DÉLÉGATION RÉGIONALE CENTRE-OUEST

CGEA de Rennes
CGEA de Rouen
CGEA d'Orléans

DÉLÉGATION RÉGIONALE ILE-DE-FRANCE

CGEA IDF-Est
CGEA IDF-Ouest

DÉLÉGATION RÉGIONALE NORD-EST

CGEA de Nancy
CGEA d'Amiens
CGEA de Lille

DÉLÉGATION RÉGIONALE SUD-OUEST

CGEA de Bordeaux
CGEA de Toulouse

DÉLÉGATION RÉGIONALE SUD-EST

CGEA de Chalon-sur-Saône
CGEA d'Annecy
CGEA de Marseille
Département de la Réunion

DÉLÉGATION DOM AMÉRICAINS

Centre de Fort-de-France



2000

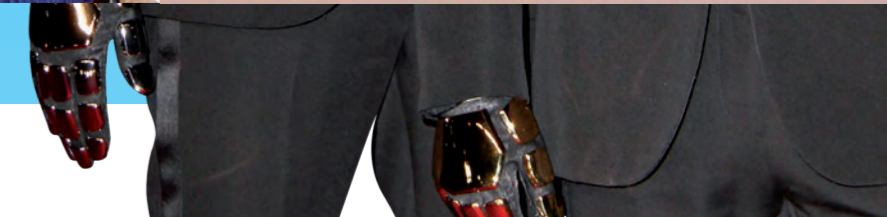
préserver l'activité & l'emploi

Le grand bug informatique redouté au début de la décennie 2000 n'a finalement pas lieu, au grand soulagement d'un monde toujours plus connecté.

Les premières années du nouveau siècle célèbrent le triomphe du High Tech. La consommation de masse des produits estampillés "nouvelles technologies" dynamise la croissance.

La planète devient village global. L'écologie s'impose comme une priorité internationale. Mais la mondialisation de l'économie, en accélérant la délocalisation des entreprises, fragilise l'économie française.

Face à l'accélération des mutations de son environnement, l'AGS est de plus en plus sollicitée pour agir en tant qu'amortisseur social dans le cadre des restructurations d'entreprises consécutives à l'ouverture de procédures collectives.



240 000
salariés
bénéficiaires
du régime en moyenne
annuelle (estimation sur la
période 2000 - 2009)

15 727 M€
avancés
par l'AGS
(sur la période
2000 - 2009)

Plus de
229 000
jugements
ayant entraîné
l'intervention de l'AGS
(sur la période 2000 - 2009)



L'équilibre du régime fragilisé par les crises

2000 privilégier l'anticipation

Au départ l'AGS a pu être assimilée à un simple pourvoyeur de fonds, mais au fil des ans, elle est devenue un acteur reconnu des procédures collectives par ses différents interlocuteurs.

L'AGS a dû faire face, lors des cycles conjoncturels de 2002/2003 et 2008/2009, à une recrudescence des procédures collectives et au recours accru à sa garantie. Dans ce contexte de crise, les instances de l'AGS ont pris toutes les mesures pour maintenir le niveau de financement du régime en lui permettant de poursuivre sa mission.

Toutefois, l'AGS a appelé l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité de préserver les équilibres financiers (décret de 2003 modifiant les règles d'application du plafond de garantie, limitation de l'opposabilité des accords d'entreprise conclus immédiatement avant le dépôt de bilan de l'entreprise).

Durant toute cette période, l'AGS poursuit la modernisation de son organisation. Intégrant le volet international, l'association renforce ses échanges avec les Directions compétentes de la Commission européenne à Bruxelles (consultation sur l'élaboration des nouveaux textes traitant des procédures d'insolvabilité) et met en place une coopération avec les autres fonds de garantie européens. Une démarche qui vise à améliorer la gestion des faillites transnationales et à contribuer à une harmonisation dans le fonctionnement des dispositifs d'indemnisation des salariés ■



À u début des années 2000, le contexte économique place le régime dans une situation tendue, remettant en cause son équilibre financier. C'est d'abord la faillite, en août 2000, du groupe Bourgoïn, numéro un français dans le secteur des volailles, employant dans ses seize filiales plus de cinq mille salariés. Face à l'ampleur de l'affaire, des moyens exceptionnels sont mis en œuvre par l'AGS pour le règlement rapide des créances dues aux salariés.

Des vagues de licenciements considérables

L'affaire Moulinex provoque une émotion encore plus grande. La liquidation de la société est prononcée le 7 septembre 2001. C'est le plus gros dépôt de bilan depuis celui de Creusot-Loire en 1984. Quelques mois après, la faillite d'Air Lib' va être la plus dommageable. La deuxième compagnie aérienne française dépose son bilan en février 2003. Plus de trois mille deux cents personnes sont licenciées. Cette faillite constitue le plus important dossier, au regard des montants avancés par l'AGS. La situation l'oblige à consentir des avances record, plus de 140 millions d'euros à titre d'indemnités de rupture. Le nombre très élevé de salariés titulaires d'une créance dépassant la limite maximum de la garantie (P13) va également mettre en évidence la nécessité d'obtenir des pouvoirs publics une redéfinition des plafonds de garantie.

La très forte dégradation de la trésorerie de l'AGS va nécessiter la prise de mesures exceptionnelles pour enrayer le déficit de trésorerie et préserver la solvabilité du régime. Le Conseil d'administration de l'AGS, au nom de la solidarité des employeurs, décide, après

une première hausse en janvier 2003, de relever temporairement le taux de cotisation à 0,45% au 1^{er} septembre, niveau le plus élevé de son histoire.



Une réforme des plafonds inéluctable

Alertés début 2003 par le Président du MEDEF, Ernest-Antoine Seillière, les pouvoirs publics révisent par décret, en juillet, les règles relatives aux plafonds de la garantie alors que le déficit de l'AGS dépasse les 500 millions d'euros. Trois plafonds sont définis au regard de l'ancienneté du contrat de travail, allant de 4 à 6 fois le plafond mensuel de calcul des contributions au régime d'assurance chômage (plafonds 4, 5, et 6). Alors que les travaux préparatoires au projet de loi de sauvegarde des entreprises se poursuivent, l'AGS est associée à la concertation menée par les pouvoirs publics. ...



Dès l'entrée en application de la Loi de sauvegarde des entreprises en 2006, l'AGS informe l'ensemble de ses partenaires des procédures collectives sur les nouvelles conditions d'intervention du régime de garantie des salaires.
Arch. DUA

2000
Préserver
l'activité et l'emploi

2000
■ Août : faillite
du groupe Bourgoïn

2001
■ Septembre : liquidation de Moulinex

2002
■ Janvier : disparition du franc, introduction de l'euro
■ Mai : entrée en vigueur du règlement communautaire européen relatif aux procédures d'insolvabilité
■ Septembre : directive 2002/74/CE (rapprochement des législations des Etats membres relatives à la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur)

... Avant le séisme des subprimes...

2005 confirme le retour à l'équilibre du régime. En 2 ans, le niveau des avances a diminué de -28,5% en valeur cumulée et le taux de cotisation a été maintenu à son plus haut niveau jusqu'en avril 2005. L'effort continu de tous, partenaires de la procédure collective et collaborateurs de l'AGS dans la récupération des avances, a également permis d'apporter un concours décisif au redressement financier indispensable à la poursuite des missions du régime. A compter du 1^{er} janvier 2006, la garantie AGS est étendue aux

professions libérales qui cotisent dorénavant pour le compte de leurs salariés.

La conjoncture se retourne brutalement au 4^e trimestre 2008 avec la crise des subprimes et la faillite de la banque américaine Lehman Brothers qui déclenchent une nouvelle dépression économique. 2009 est une année record pour l'AGS qui doit faire face aux conséquences de cette crise et assurer le financement nécessaire à ses interventions, tout en maintenant le délai maximum de 5 jours pour le règlement des créances des salariés ■



L'engagement de l'AGS sur la qualité de service

Lancé au début des années 2000, le projet de modernisation AGS-Aladin vise à accroître l'efficacité des processus dans la gestion opérationnelle du régime, et la qualité de service aux bénéficiaires de la garantie.

Avec PROTEA (Programme de Renouvellement de l'Organisation et du Traitement Economique de l'AGS), la gestion du régime s'appuie sur un système d'information lui permettant de s'adapter rapidement aux évolutions de son environnement, de sécuriser les traitements et de bénéficier d'un outil de pilotage de l'activité. Un nouveau référentiel de contrôle interne et de qualité des traitements est mis en place en 2003. L'applicatif Qualigram est déployé en 2004 : il donne accès à chaque procédure, présentée sous forme graphique, et la relie de façon dynamique via internet à la documentation métier de l'AGS. Parallèlement, les échanges informatisés se sont développés avec les mandataires de justice et les avocats de l'AGS, renforçant en permanence la réactivité des traitements.



La mise en place du Relevé Unique en euros et des liaisons automatisées a fait l'objet d'une documentation adressée à l'ensemble des mandataires de justice dès juillet 2001. Arch. DUA



Arch. DUA



Mis en ligne en 2003, le 1^{er} site internet de l'AGS offre au public la possibilité de consulter les informations clés sur le régime de garantie des salaires.

Arch. DUA

2004

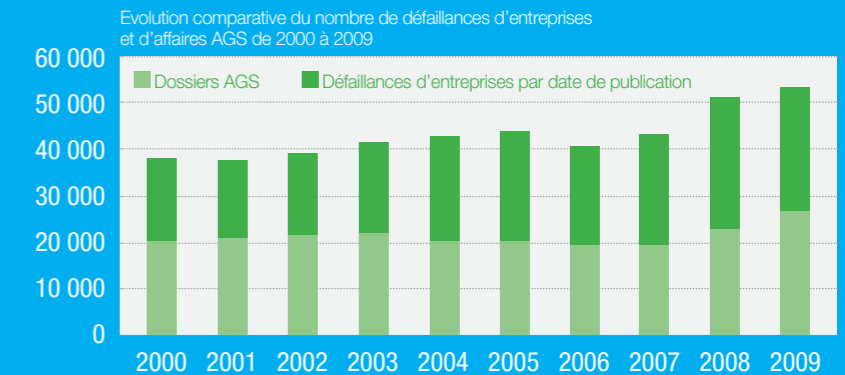
■ **Novembre** : la Délégation Unédic AGS déploie son projet d'entreprise "Gestion Par Affaire"

2003

■ **Février** : dépôt de bilan d'Air Lib'
■ **Juillet** : définition de trois nouveaux plafonds de garantie (4, 5 et 6)
■ **Septembre** : hausse exceptionnelle du taux de cotisation AGS à 0,45%, niveau le plus élevé jamais atteint. Il sera maintenu jusqu'en avril 2005.

Plus de 27000 interventions AGS en 2009, niveau encore jamais atteint

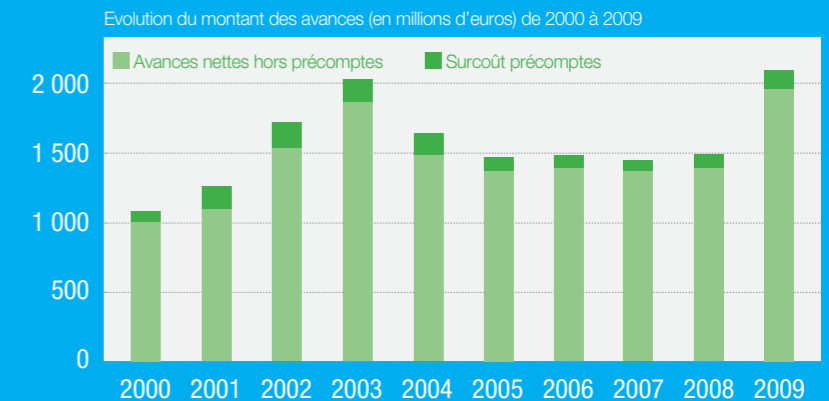
Après la détérioration brutale de l'économie au 4^e trimestre 2008, la crise a atteint son plus haut niveau, en France, au 1^{er} semestre 2009. Le nombre de défaillances, plus particulièrement des entreprises de plus de 100 salariés, est en augmentation significative. Avec plus de 27.000 affaires ouvertes en 2009, les interventions AGS n'ont jamais été aussi nombreuses depuis sa création.



Sources. Insee (défaillances d'entreprises) ; Délégation Unédic AGS (dossiers AGS – chiffres arrêtés au 31 mars de l'année suivante).

Plus de 2 milliards d'euros avancés en 2003 et en 2009

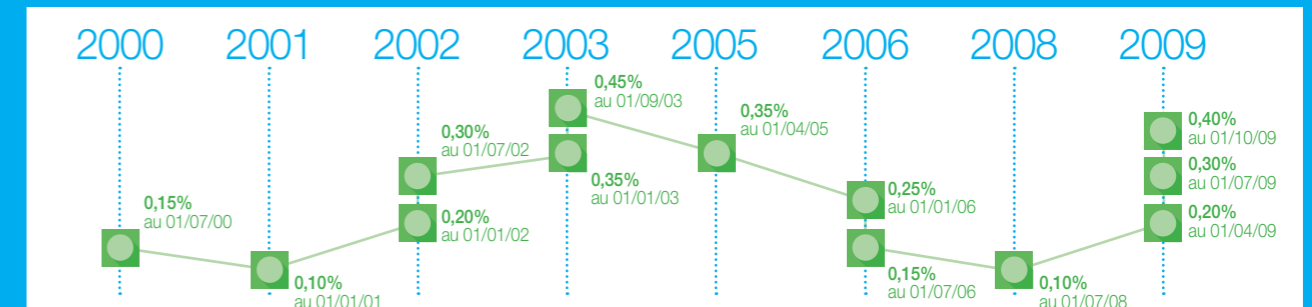
Le montant avancé marque un pic historique en 2003, atteignant les 2 milliards d'euros. Près de 300.000 salariés ont reçu un paiement au titre de la garantie des salaires au cours de l'année, après une progression de +36% en 2002. En 2009, le montant avancé progresse subitement de +44,5% par rapport à 2008 et atteint la somme hors normes de 2,1 milliards d'euros.



Source. Délégation Unédic AGS

Un taux exceptionnel de 0,45% fin 2003

Evolution du taux de cotisation de 2000 à 2009



Le taux de cotisation a été porté temporairement au niveau exceptionnel de 0,45% en septembre 2003. Les ajustements réalisés au cours de la décennie démontrent le souci permanent du Conseil d'administration de l'AGS d'agir, au nom de la solidarité des entreprises, pour maintenir un taux de cotisation compatible avec les enjeux économiques de l'entreprise et la pérennité du régime de garantie.

2005

■ **Juillet** : adoption de la loi n°2005-845 (Loi de sauvegarde des entreprises)

2006

■ **Janvier** : extension de la garantie AGS aux professions libérales

La loi de 2005 fait de l'AGS un acteur associé aux mesures de prévention

Avec les bouleversements des années 2000, apparaît la nécessité de revoir le dispositif de prévention des difficultés des entreprises de la loi de 1985. Depuis l'entrée en vigueur de celle-ci, plus de 90% des entreprises mises en redressement judiciaire finissent malgré tout en liquidation. Il s'agit d'aller beaucoup plus loin dans l'anticipation des difficultés pour sauvegarder le plus d'entreprises et d'emplois possibles.

Dès 2003, l'AGS est associée au projet de création d'une procédure de sauvegarde, ouverte avant que l'entreprise soit en état de cessation des paiements. Elle doit aboutir à la mise en place d'un plan de sauvegarde prévoyant le remboursement des créanciers.

L'enjeu du champ d'intervention de la garantie AGS

Les débats ont notamment porté sur le moment où doit intervenir la garantie AGS. Le texte de loi a limité l'intervention de l'AGS au profit des indemnités de rupture dues aux salariés licenciés pendant la période d'observation suivant la mise en procédure de sauvegarde de l'entreprise et ce, alors que le dirigeant demeure à la tête de celle-ci. Dans le cadre des discussions, le Président du Medef, Ernest-Antoine Seillière avait lancé une mise en garde au Gouvernement dans lequel il évoquait l'éventualité de "rendre

les clés" qui se serait traduite par la sortie des organisations professionnelles de la gestion du dispositif AGS s'il n'était pas tenu compte des dangers pour le régime.

Un bouleversement du droit des procédures collectives

La loi du 26 juillet 2005 dite "loi de sauvegarde des entreprises" se veut protectrice des salariés, même si la restructuration de l'entreprise peut entraîner la suppression d'un certain nombre de postes afin de permettre la poursuite de l'activité et donc, à terme, le maintien d'un maximum d'emplois. Si ce plan de restructuration sociale est nécessaire, les entreprises se trouvent le plus souvent dans une situation financière qui les prive des moyens de le financer. L'intervention de l'AGS est alors fondamentale en ce qu'elle contribue à permettre à l'entreprise de retrouver un équilibre de son exploitation et donc d'assurer son avenir. L'AGS est un véritable acteur de la procédure, associé au redressement de l'entreprise ■

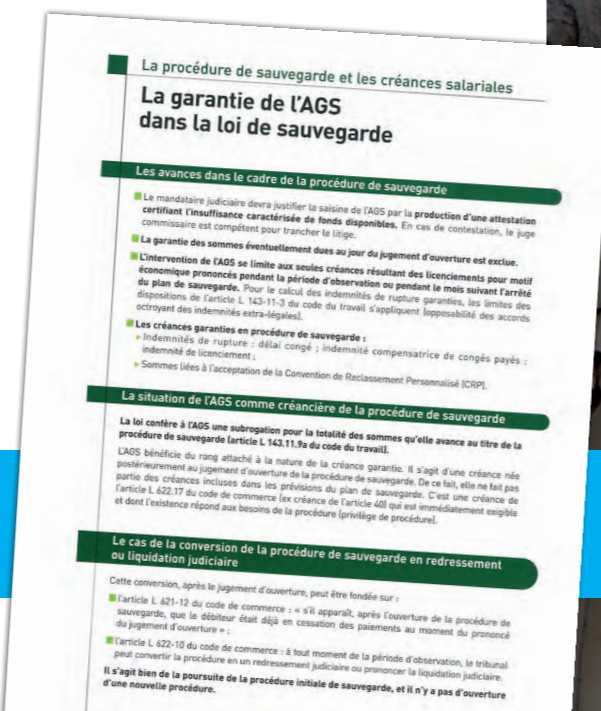
Dominique Perben,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
présente à l'Assemblée Nationale le projet
de loi de sauvegarde
des entreprises
en mars 2005.



Extrait de la documentation d'information AGS
sur l'entrée en vigueur de la Loi de Sauvegarde.
Arch. DUA

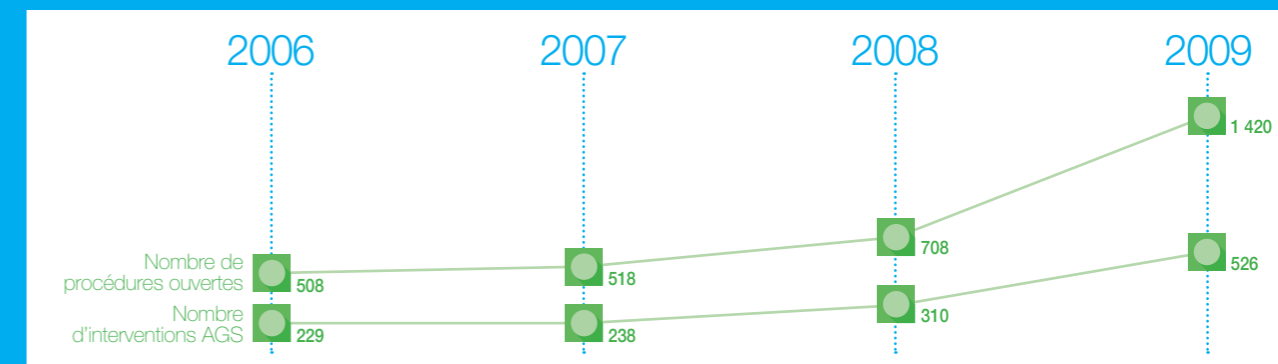
2007

- **Juillet** : aux Etats-Unis, début de la crise des subprimes
- **Octobre** : début de la réforme de la carte judiciaire, la première depuis 1958



Le nombre de procédures de sauvegarde double en 3 ans

Depuis 2006, date de l'entrée en application de la loi de sauvegarde des entreprises, l'AGS enregistre les évolutions statistiques liées à la mise en œuvre des procédures de sauvegarde et aux interventions s'y rapportant.



Evolution du nombre procédures de sauvegarde

Source: Délégation Unédic AGS

Réforme de la carte judiciaire

En 2007, cette réforme diminue le nombre des tribunaux de commerce et des conseils de prud'hommes. La modification de la carte judiciaire oblige l'AGS à redéployer son réseau d'avocats.

2008

- **Janvier** : adoption de la loi n°2008-89 (harmonisation européenne du droit des procédures collectives)
- **Septembre** : krach financier et bancaire mondial consécutif à la crise des subprimes (faillite de Lehman Brothers)
- **Décembre** : ordonnance du 18/12 pour l'application de la loi de sauvegarde des entreprises du 26/07/2005

AGS contrôleur : un suivi renforcé des affaires de plus de 50 salariés

Depuis le début des années 2000, l'AGS sollicite systématiquement auprès du juge commissaire sa nomination en qualité de contrôleur dans les procédures collectives de plus de 50 salariés à forts enjeux sociaux et économiques. Cette nomination a pour objectif d'apporter son expertise dans le cadre de la recherche de repreneurs intéressés par ces entreprises, de permettre l'amélioration des offres de reprise déposées et d'examiner les contestations soulevées par certains créanciers, aux côtés des mandataires de justice.

L'ouverture à l'Europe

La mise en place du marché unique européen, permettant aux entreprises de s'établir, à titre principal ou secondaire, partout dans l'Union européenne, a rendu nécessaire l'élaboration de règles visant à harmoniser les conditions d'application des ouvertures de procédures d'insolvabilité.

Règlement européen 2000

Le règlement communautaire du 29 mai 2000 relatif aux procédures d'insolvabilité marque une avancée importante dans le droit européen. En effet, celui-ci ne comprenait jusqu'alors aucun texte normatif fixant un tronc commun des procédures d'insolvabilité ouvertes dans les différents Etats de l'Union européenne. Son entrée en vigueur, le 31 mai 2002, a permis une relative harmonisation des solutions applicables lors de l'ouverture de procédures d'insolvabilité avec des effets transnationaux. Il organise la coordination de la procédure principale avec les procédures secondaires (liquidations) et les pouvoirs respectifs des différents syndics. Par ailleurs, il définit la loi applicable : chaque juge compétent applique la loi du lieu d'ouverture de la procédure collective. Ce règlement n'instaure donc pas une unicité d'ouverture de la procédure. Toutefois il met en place une reconnaissance de plein droit des

procédures d'insolvabilité dans tous les Etats membres. Concrètement, plusieurs procédures peuvent dorénavant être ouvertes contre un même débiteur, l'une par la juridiction de l'Etat dans lequel est situé son siège, l'autre par les juridictions de chaque Etat dans lequel il possède un établissement.

Directive 2002

La directive 2002/74/CE, portant sur le rapprochement des législations des Etats membres relatives à la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur, a été adoptée le 23 septembre 2002. Elle établit le principe selon lequel l'institution compétente pour le paiement des créances impayées des salariés est celle de l'Etat membre sur le territoire duquel le contrat de travail est habituellement exécuté. L'AGS a été associée par les pouvoirs publics français à la procédure de transposition en droit français de la nouvelle directive. Il s'agit de la loi n°2008-89 du 30 janvier 2008 (articles 11 et 12). Désormais, il est prévu dans le code du travail que les salariés qui exercent ou exerçaient habituellement leur activité sur le territoire français, bénéficient de la garantie de l'AGS lorsque leur employeur se trouve en état d'insolvabilité dans un autre état de l'Union européenne ■



Coopération et échanges techniques

Consciente des enjeux majeurs à venir des faillites transnationales, l'AGS a initié, dès 2001, une démarche d'échanges avec les différents fonds de garantie des pays membres de l'Union européenne : fonds d'indemnisation belge, anglais, allemand, espagnol, autrichien, luxembourgeois... Ces échanges sont l'occasion de confronter les différences entre l'AGS et ses homologues, d'une part dans le mode d'organisation du régime de garantie et d'autre part dans le régime légal applicable à l'indemnisation des salariés. Un centre de gestion spécialisé (le CGEA IDF-Ouest) est depuis structuré pour gérer l'ensemble des affaires transnationales. L'AGS, en raison de son mode d'indemnisation plus favorable aux salariés, peut être confrontée dans la pratique au risque de *forum shopping* social. Parallèlement, l'AGS est sollicitée dans le cadre de réunions d'experts auprès de la Commission européenne, comme en 2009, concernant la mise en œuvre de la législation européenne sur la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de leur employeur et en 2012 pour la mise à jour du règlement européen de 2000 sur l'insolvabilité.

Affaires transnationales

Depuis 2003, l'AGS a été sollicitée pour des entreprises de pays frontaliers implantées en Allemagne (36 affaires), en Belgique (34 affaires) et au Royaume-Uni (29 affaires). En 2009, l'AGS a réalisé, au total, 63 paiements dans 37 affaires internationales concernant 539 salariés pour un montant de 3,4 millions d'euros.

2009

- **Janvier** : mise en place par la Délégation Unédic AGS des engagements de qualité de service
- **Février** : entrée en vigueur de l'ordonnance du 18 décembre 2008

2010

ouvrir de nouvelles perspectives

Comme la majorité de ses voisins européens, la France subit toujours les effets négatifs de la crise financière mondiale de 2008. L'Espagne, la Grèce et l'Italie ont mis en place des politiques sévères de restriction budgétaire. En Europe, un mouvement des indignés se constitue et organise des manifestations de protestation. Et si la *french touch* triomphe à Hollywood avec *"The Artist"*, l'Hexagone est confronté à sa seconde récession depuis 2008.

Alors que certains redoutent l'éclatement de la zone euro, quelques signes d'amélioration apparaissent : lente sortie de récession, courbe du chômage en voie de stabilisation... Des raisons d'espoir, tempérées par une conjoncture toujours très fragile.

Dans ce contexte, l'AGS est sollicitée dans la réflexion pour accompagner les nouvelles pistes pour un retour rapide à l'emploi des salariés licenciés dans le cadre des procédures collectives.



273 000

salariés
bénéficiaires
du régime en moyenne
annuelle (estimation sur
la période 2010 - 2013)

8 071 M€

avancés
par l'AGS
(sur la période 2010 - 2013)

Plus de
102 000
jugements
ayant entraîné
l'intervention de l'AGS
(sur la période 2010 - 2013)

2010 sécuriser l'emploi et l'activité

Après la violente crise économique de 2009, la conjoncture devient un peu moins défavorable à partir de 2010... Mais les plans de réduction d'effectifs se succèdent au cours des premières années de la nouvelle décennie, les entreprises françaises faisant face à une concurrence internationale de plus en plus vive.

À la fin de 2012, le nombre d'affaires traitées par l'AGS et celui des bénéficiaires de la garantie sont tout proches des sommets atteints en 2009. Le montant avancé que l'on croyait alors exceptionnel se maintient durablement à ce niveau record en 2012 et 2013. Pour tenter d'inverser la courbe des défaillances d'entreprises, les pouvoirs publics ont entrepris de réformer les dispositions relatives au traitement des difficultés des entreprises. Une nouvelle loi relative à "la sécurisation de l'emploi" est adoptée en mai 2013 pour favoriser le retour à l'emploi. Elle modifie la procédure de licenciement collectif pour motif économique utilisée dans le cadre des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Ces nouvelles dispositions prévoient, sous certaines

conditions, une prise en charge par l'AGS d'une partie des mesures d'accompagnement des actions en faveur du reclassement, permettant à leurs bénéficiaires de se réinsérer plus facilement sur le marché du travail.

Ces évolutions sont en phase avec les objectifs du plan d'action triennal de la DUA, Ambition 2013, qui vise à développer l'offre de services pour apporter de nouvelles réponses aux interventions de l'AGS dans les procédures collectives. En 2013, l'AGS adapte son organisation et poursuit l'optimisation de son fonctionnement dans une dynamique de réseau. ...



Michel Sapin,
Ministre du Travail,
de l'Emploi, de la Formation
Professionnelle et du Dialogue social
présente à l'Assemblée Nationale
le projet de Loi de Sécurisation
de l'Emploi.

... Une autre problématique est apparue au début de cette décennie qui est liée à la multiplication des procédures collectives ouvertes à l'encontre de filiales de groupes français ou étrangers. A cette occasion, les mandataires judiciaires désignés ou les salariés concernés, entendent mettre en cause l'immixtion de l'actionnaire majoritaire dans la gestion de la filiale en invoquant la théorie du co-emploi, pour obtenir le transfert des contrats de travail dans les autres sociétés du groupe ou chez la maison-mère, ex : METALEUROP NORD, MOLEX, SODIMEDICAL...

Les contentieux engagés au titre du co-emploi peuvent conduire à l'octroi de dommages et intérêts en réparation du préjudice subi suite à la rupture des contrats de travail, dont la prise en charge peut être partagée par l'AGS et la maison-mère, en cas de reconnaissance de l'existence du co-emploi. Dans ce cas, l'AGS peut devoir agir contre la maison-mère pour obtenir le remboursement des sommes versées au profit des salariés indemnisés dans le cadre de la procédure collective de la filiale ■

La loi de sécurisation et l'intervention de l'AGS

Transposition de l'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier 2013, la loi du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi donne de nouvelles marges de manœuvre aux entreprises dans le but de "favoriser l'anticipation négociée des mutations économiques pour développer les compétences, maintenir l'emploi et encadrer les licenciements économiques". Recherchant le nécessaire équilibre entre sécurisation des emplois et compétitivité des entreprises, cette loi procède à une véritable refonte des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) dans les entreprises de 50 salariés et plus.

PSE et procédures collectives

Les nouvelles dispositions applicables aux licenciements collectifs contenues dans la loi sont transposées aux entreprises en procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire avec certains aménagements tenant compte des spécificités des procédures collectives. La transposition porte notamment sur

la délimitation des périodes de garantie de l'AGS en cas d'élaboration d'un PSE. Il est également prévu que celle-ci peut prendre en charge, en cas de redressement ou de liquidation judiciaire, à titre subsidiaire, certaines mesures d'accompagnement ayant pour objectif de favoriser le retour à l'emploi des salariés licenciés pour motif économique en exécution du PSE. Pour autant, celui-ci doit être élaboré conformément aux moyens de l'entreprise et non dans la perspective d'un financement de ces mesures par l'AGS.

Il découle de ces nouvelles dispositions que l'administration – les DIRECCTE –, l'administrateur ou le liquidateur judiciaire et l'AGS doivent se concerter le plus en amont possible sur l'élaboration du projet de PSE soumis ensuite à une procédure d'homologation ou de validation dans des délais assez courts et compatibles avec les contraintes de la procédure de liquidation judiciaire ■

L'AGS informe ses partenaires des procédures collectives sur les conditions d'intervention du régime de garantie des salaires dans le cadre de la Loi de Sécurisation de l'Emploi dès son entrée en vigueur en 2013.

Arch. DUA

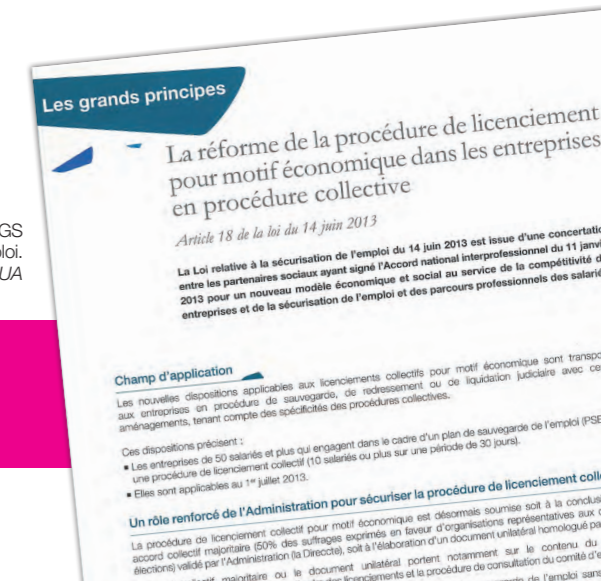


Extrait de la documentation d'information AGS
sur l'entrée en vigueur de la Loi de Sécurisation de l'Emploi.

Arch. DUA

2010

■ Juin : mise en ligne du nouveau site Internet AGS



2010
Ouvrir de nouvelles perspectives

Une nouvelle dynamique de Réseau pour l'AGS

Engagé à partir de 2011, le projet d'entreprise "Ambition 2013" entend développer en permanence l'offre de services de la DUA pour répondre aux enjeux de performance dans le traitement des procédures collectives, contribuant ainsi à préserver un maximum d'emplois. Pour mener à bien ce projet, l'AGS s'est dotée d'une nouvelle organisation en 2013. La Sous-direction Réseau s'est substituée aux Délégations régionales. Elle assure le pilotage et la coordination des sites opérationnels, les CGEA. L'enjeu était de créer une véritable unicité de management, de traitement et d'analyse des dossiers pour apporter un service en constante amélioration du point de vue de la réactivité et de l'efficacité ■



Engagée dans une démarche de progrès permanent, la Délégation AGS a déployé sa nouvelle organisation en 2013.

Ambition 2013



Depuis sa création, l'AGS veille à anticiper les évolutions de son activité et de son environnement économique, social et juridique.

La garantie des salaires : un "métier" à part entière

Au fil des années, les collaborateurs de l'AGS ont développé une véritable expertise au cœur des procédures collectives. La DUA emploie aujourd'hui 240 salariés possédant une compétence diversifiée pour remplir l'ensemble des travaux requis. Il s'agit de qualifications juridique, financière, d'analyse et de management qui concourent à l'exécution des différentes tâches entrant dans l'activité de l'AGS. Plusieurs projets d'entreprise ont contribué à mieux définir le métier AGS et à le faire progresser.

En 2013...

Près de 28.000 interventions AGS

Au cours de cette année, 27 972 affaires AGS ont été créées (indépendamment de la date de jugement d'ouverture), ce qui constitue une hausse de +3,6% par rapport à 2012 (échantillon ci-dessous).

	Nombre d'affaires AGS créées	Evolution / 2012
Entreprises de moins de 10 salariés	23 955	+5,5%
Entreprises de 50 salariés et plus	465	-2,7%
Entreprises de 100 salariés et plus	166	-4,6%

285 719 bénéficiaires de la garantie

En augmentation de +3,0% par rapport à 2012, le nombre de bénéficiaires de la garantie a poursuivi sa progression pour s'établir à un niveau sensiblement équivalent à celui de 2009 (289 780 bénéficiaires).

2 186,5 millions d'euros avancés

Le montant des avances a augmenté pour la 2e année consécutive (+5,4% par rapport à 2012). Il s'établit à son plus haut niveau historique, dépassant celui de 2009 (2,11 milliards d'euros).

ags
LA GARANTIE
DES SALAIRES

A
Délégation
Unédic Ags

stat'ags N°1
Le Bulletin Statistique Trimestriel de la garantie des salaires

Faits marquants

Ce bulletin d'information, conforme à notre nouvelle charte graphique, vous présente des statistiques exclusives sur la garantie des salaires et les activités de l'AGS dans le cadre des procédures collectives. Les évolutions chiffrées sont indiquées sur 12 mois glissants, c'est-à-dire les 12 derniers mois arrêtés à la fin du 1er trimestre et du 2e trimestre 2013, afin de fournir des résultats qui tiennent compte des délais nécessaires à la transmission des informations entre les différents intervenants des procédures collectives et à leur enregistrement.

Evolution à la hausse des interventions AGS

Dans un contexte de crise économique qui perdure, le nombre de défaillances d'entreprises continue d'augmenter, avec un net rebond au deuxième trimestre 2013 (Source Altaris). Cet état de la conjoncture actuelle se retrouve dans l'évolution des principaux indicateurs d'activité de l'AGS.

Le nombre d'affaires AGS ouvertes sur 12 mois glissants en liquidation judiciaire d'office et en redressement judiciaire augmente de façon modérée : +2,3% à fin mars 2013. A la vue des chiffres provisoires du deuxième trimestre 2013, cette tendance à la hausse devrait se confirmer et s'accroître. L'évolution sur 12 mois glissants du nombre d'interventions en procédure de sauvegarde est également orientée positivement (+19,4% à fin mars 2013).

L'augmentation du nombre de bénéficiaires de la garantie sur 12 mois glissants, débutée au premier trimestre 2012, se poursuit

de manière moins soutenue au premier trimestre 2013 avec +5,9% ainsi qu'au deuxième trimestre avec +2,9%.

Poursuite de l'augmentation des avances sur 12 mois glissants

Le montant global avancé continue d'augmenter pour s'établir à pratiquement 2,1 milliards d'euros au 30 juin 2013 (sur 12 mois glissants), soit une évolution annuelle de +5,3%. Avec un montant récupéré de 722,3 millions d'euros sur les 12 derniers mois, les récupérations se sont accrues de +5,2%.

Dans ce contexte, le Conseil d'Administration de l'AGS du 2 juillet 2013 a maintenu le taux d'appel des cotisations à 0,30%.

Thierry Métey
Directeur national de la Délégation Unédic AGS

2011

- Janvier : l'AGS lance son projet d'entreprise "Ambition 2013"
- Mars : Mayotte devient département français

2012

- Janvier : la France perd son triple A

Indicateurs

Dépenses et encaissements de l'AGS

sur 12 mois glissants : du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013

Avances	Récupérations	Bénéficiaires
2 092,1 M€	722,3 M€	279 769 salariés
+5,3%	+5,2%	

Evolution des procédures collectives avec intervention de l'AGS

sur 12 mois glissants : du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013

Liquidations judiciaires	Redressements judiciaires
13 978 affaires AGS ouvertes	9 582



La participation active aux projets de réforme

L'AGS apporte sa contribution à la réflexion engagée par les pouvoirs publics pour réformer le droit des procédures collectives et les dispositions du droit du travail qui y sont rattachées. L'AGS est également consultée, par les représentants du Ministère de la Justice, sur les travaux de révision du règlement communautaire 2000 relatif aux procédures

d'insolvabilité. Elle est particulièrement attentive à la définition du centre des intérêts principaux, critère essentiel pour le choix du fonds de garantie compétent en cas de procédure d'insolvabilité transfrontalière. Le nouveau règlement n'entraînera plus l'obligation d'une procédure liquidative en cas d'ouverture d'une procédure secondaire ■

2013

- **Juin** : adoption de la Loi de Sécurisation de l'Emploi
- **Juillet** : la Croatie devient le 28^e membre de l'Union européenne
- **Décembre** : adoption de la loi d'habilitation autorisant le gouvernement à réformer le Livre VI du code de commerce par voie d'ordonnances

Préparer l'avenir

L'AGS est aujourd'hui un acteur reconnu et incontournable des procédures collectives. Depuis les années soixante-dix, le champ de son intervention n'a cessé de s'étendre. Son action, essentiellement sociale à l'origine, est devenue au fil du temps plus globale.

Pour assurer la pérennité et la performance de sa mission, l'AGS veille en permanence à l'équilibre financier du régime de garantie en s'inscrivant dans une démarche constante de progrès. Des efforts sont menés pour maintenir le niveau des remboursements des avances effectuées malgré l'augmentation régulière de la proportion des affaires impécunieuses. En effet, les récupérations constituent le second pilier du financement du régime de garantie.

Il est important de souligner que l'intervention rapide de l'AGS au profit des salariés des entreprises en procédure collective reste une priorité mais elle a un coût qui doit être maîtrisé. A cet égard, l'AGS est confrontée aux interprétations de la jurisprudence sociale qui vont le plus souvent dans le sens d'une accentuation des obligations mises à sa charge. Pour répondre à cette évolution, l'AGS s'appuie sur son réseau d'avocats qui assure sa représentation devant les juridictions sociales afin de faire prévaloir l'application stricte des règles juridiques définissant l'étendue de la garantie. Cette approche est d'autant plus nécessaire que l'AGS fait bénéficier les salariés qu'elle indemnise au titre de la solidarité des entreprises, d'un niveau de protection très supérieur à celui prévu par les autres fonds de garantie au sein de l'Union européenne. Cette solidarité doit être encadrée pour éviter que les charges incombant à l'AGS faussent les règles

de la concurrence, en pénalisant les entreprises françaises par des prélèvements sociaux excessifs, dans le contexte actuel des échanges internationaux.

Une dynamique d'intervention face aux mutations économiques

L'accélération des changements de l'économie française entraîne des évolutions structurelles incontournables qui mettent en valeur la mission sociale de l'AGS. Des entreprises font actuellement l'objet de procédures collectives suite aux mutations en cours dans différents secteurs économiques (secteurs de l'agroalimentaire, des médias, du commerce, des transports...). L'AGS a dû ainsi intervenir récemment dans des dossiers d'envergure comme les sociétés DOUX, SURCOUF, PETROPLUS, VIRGIN, SEAFRANCE, MORY DUCROS..., suite aux difficultés d'adaptation aux conditions de la concurrence et du marché.

Ces sinistres s'accompagnent le plus souvent de licenciements importants faute de repreneurs ou en raison de l'impossibilité de poursuivre l'activité de ces entreprises sans restructuration sociale de grande ampleur. Face à ce risque, l'AGS doit être en mesure de répondre aux fortes attentes sociales qui persisteront indépendamment de l'état de la conjoncture. Dans les discussions qui ont lieu actuellement pour préparer la réforme du droit des procédures collectives, la priorité doit être donnée au renforcement des outils de prévention pour faciliter le plus en amont possible l'adaptation des entreprises en difficulté en évitant le dépôt de bilan ■

2014

- **Janvier** : la Lettonie entre dans la zone Euro
- **Février** : le virement et le prélèvement national sont remplacés par leurs équivalents SEPA (Single Euro Payments Area, Espace unique de paiement en euros), pour les paiements nationaux et transfrontaliers

Remerciements

Cet ouvrage n'aurait pas vu le jour sans le patient travail de recherche des collaboratrices et collaborateurs de la Délégation Unédic AGS.

Premier livre jamais consacré à l'histoire du régime de garantie des salaires, il retrace les principaux temps forts de quarante années de solidarité et d'engagement au service des entreprises et des salariés qui vivent la crise.

L'histoire est en marche. Dans les prochaines années, de nouvelles informations contribueront à enrichir les décennies passées et à venir. N'hésitez pas à prendre part à ce travail de mémoire : quelque part, l'histoire de l'AGS est aussi notre histoire à tous...

Crédit photo : AFP, Getty Images/AFP, Gustoimages/Science Photo Library/AFP, Photononstop/AFP, RIA Novosti/AFP – Fotolia – Stéphane Morsli (LS Photo) – Michel Sabah – Photo12, Jean-Marie Périer/Photo12, Archives du 7^{ème} Art/La Petite Reine/Photo12 – MEDEF 2014 – DUA – HCP.

Edité par l'AGS
50, boulevard Haussmann, 75009 Paris
Achevé d'imprimer en mars 2014
par Axiom Graphic
2, allée des Terres Rouges,
95830 Cormeilles-en-Vexin (France)
Conception-réalisation HCP
ISBN 978-2-7466-6877-5
Gratuit – Dépôt légal : mars 2014

AGS

50, boulevard Haussmann - 75009 Paris
Tél. : 01 55 50 23 00 - Fax : 01 56 02 65 56
Mail : ags-dn@delegation-ags.fr
www.ags-garantie-salaires.org